

tribune

socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — n° 553 — mercredi 8 Novembre 1972 — 2 F



ATTENTION UNE GREVE PEUT
EN CACHER UNE AUTRE

FHENEZ

7 JOURS DANS T.S.



■ « Je prends mes désirs pour des réalités parce que je crois à la réalité de mes désirs. » C'est un slogan de Mai, un de ceux qui, dans son ambiguïté même, était peut-être des plus représentatifs de ce printemps de Paris où le vieux monde a craqué. Beaucoup se sont perdus à trop croire aux slogans, et il ne reste à ceux-là que la réalité douloureuse de désirs blessés, bafoués.

Nous ne faisons pas la même erreur et nous savons bien que la patience est aussi une vertu révolutionnaire. C'est pourquoi, en toute tranquillité, nous pouvons faire preuve d'un optimisme dynamique et combatif. Parce que si les mots peuvent tromper, les signes, eux, ne mentent pas.

■ Signes que ces craquements de plus en plus forts dont retentit le clan majoritaire, que ces efforts tous azimuts que tente la bourgeoisie pour

trouver en elle-même les forces de son renouvellement (p. 3). Signes que cette démarche encore incertaine des évêques de France réunis à Lourdes vers « les incidences politiques du salut en Jésus-Christ », et qui n'est que l'expression répercutée au sommet de la radicalisation politique croissante de nombreux chrétiens. Signes, enfin, que cette floraison à travers toute la France de conflits sectoriels durs, nés de la base, assumés et pris en charge par les travailleurs eux-mêmes et qui, souvent, au-delà de revendications de salaires, remettent profondément en cause l'organisation même du mode de production capitaliste (p. 8, 9, 10, 11).

■ Dans ce contexte, il est particulièrement important qu'un syndicat comme la CFDT consacre tout un numéro spécial de son magazine « Syndicalisme » à l'autogestion. Et qu'elle le fasse en termes suffisamment clairs

et lisibles pour que l'ensemble des travailleurs puissent y trouver les éléments d'un débat qui pourrait bien être le grand débat de la période qui commence (p. 16).

■ Ce n'est même pas nous qui l'affirmons. Et c'est encore un signe que cette double page du « Nouvel Observateur », cette semaine, où Michel Bosquet écrit tranquillement : « Le 26 octobre 1972 ne sera sans doute jamais une grande date dans l'histoire politique de la France. Dans l'histoire intellectuelle de son mouvement ouvrier, toutefois, ce pourrait bien en être une. »

Le 26 octobre, c'est le jour où le BN du PSU présentait à la presse la brochure des textes préparatoires à son huitième congrès. Il serait dommage que les militants de ce parti soient les derniers à s'apercevoir de l'importance de ce document, et plus

généralement du débat qui s'instaure, des perspectives qui s'ouvrent...

■ Il serait dommage aussi que la campagne pour le développement de « TS », lancée dans le dernier numéro, ne soit pas prise au sérieux. L'état de sous-développement où se trouve encore « Tribune Socialiste » doit très vite prendre fin. Chaque militant doit s'en convaincre et agir tout de suite. Doubler les ventes, doubler les abonnements est un objectif clair, immédiatement réalisable. C'est aussi un mot d'ordre décidé par les instances dirigeantes de ce parti et dont l'opportunité n'est pas laissée à l'appréciation de chacun. La discipline est une autre vertu révolutionnaire. Nous croyons au sérieux et au sens des responsabilités de chacun de nos militants.

Et nous espérons ne pas prendre nos désirs pour des réalités.

sommaire

- | | |
|---------|---|
| 4. | « 5/7 ». Paquet écrit à TS. |
| 5. | Le stalinisme autopsié. |
| 6. | Lourdes 72 : l'intrusion de la politique. |
| 7. | Après la CNO. |
| 8-9-10. | Front des luttes. |
| 11. | SNCF-Avignon : une place-forte.
RER : Le luxe et le confort... |
| 12. | La victoire de McGovern... |
| 13. | ... et celle de Nixon.
Cambodge : Le régime délirant. |
| 14. | Bande dessinée. |
| 16. | L'autogestion et la CFDT. |

tribune
PSU socialiste

Directeur politique :
Christian Guerche
Directeur adjoint :
Gérard Féran
Comité politique : Robert Chappuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel.
Rédacteur en chef :
Yves Larrouy.
Secrétaire de rédaction :
Gérard Borel.
Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger - Philippe Guyot.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :

9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N. M. P. P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 23.000 exemplaires

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 26 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »
1 an 6 numéros « C. S. » 52 numéros « T. S. » 74 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. » présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

ABONNEMENT - DIFFUSION

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je souscris un abonnement de :

1 an : 50 F 6 mois : 30 F

■ Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.

La politique en mouvement

LA scène politique paraît actuellement encombrée d'hommes et d'organisations en mouvement. Cela se passe comme sur les plateaux scéniques les plus modernes, ou comme dans les « Mystères du Moyen Age » : on y joue plusieurs tableaux en même temps. Les élections législatives sont présentées au premier plan, mais sur des tréteaux plus élevés s'échangent déjà les premières répliques de l'élection présidentielle de 1976.

En fait, il ne faut pas s'y tromper, nous n'assistons pas seulement aux préparatifs des élections législatives ni même à ceux des présidentielles. L'enjeu est beaucoup plus élevé. Ces échéances par leur proximité accélèrent formidablement les phénomènes de mutation à l'intérieur de la classe politique. Par delà de nécessaires regroupements électoraux, les forces de la bourgeoisie cherchent à créer de nouveaux rapports entre elles, ceci en s'appuyant sur la partie donnée comme déjà victorieuse du capitalisme, c'est-à-dire celle qui joue un rôle européen ou mondial.

La deuxième mort de de Gaulle

Ce n'est donc pas un hasard si, à part quelques irréductibles à la Debré, même les héritiers les plus directs de De Gaulle se disent aujourd'hui centristes. C'est bien là, la deuxième mort de Charles De Gaulle : le personnel politique cherche à assurer la meilleure représentation du nouveau capitalisme, celui des firmes multinationales et de leurs sous-traitants. Les deux grands thèmes de réflexion et d'agitation à l'intérieur de la droite et du centre sont l'Europe et le nécessaire dépassement des partis. Celui-ci est gaullien, celui-là est anti-gaullien. Mais ce n'est plus qu'une question de forme car en réalité seule demeure de l'héritage de De Gaulle l'institution présidentielle qui implique nécessairement l'existence de Rassemblements larges portant des hommes qui seront les candidats aux élections présidentielles.

Aujourd'hui comment cela se traduit-il ? Les Giscardiens s'étaient colloqués à Charenton, les Fauristes se sont colloqués à

Beaune, et l'UDR ira se recueillir sur la tombe du Général De Gaulle le 20 novembre prochain. Pendant que Giscard d'Estaing et Edgar Faure cherchent à modifier en leur faveur les rapports de force à l'intérieur de la majorité, l'UDR angoissée va se réfugier sur la tombe de papa.

Le Centre Démocratie et Progrès de Duhamel et Fontanet, les Républicains Indépendants de Giscard d'Estaing, veulent déjà se partager les premières dépouilles d'une UDR non remise de sa crise de scandales. Edgar Faure, lui, apparemment serein, joue « fair-play » ; la basse cuisine législative n'est pas pour lui (c'est peut-être la seule chose qu'il laissera à Pompidou) ; l'important c'est « la majorité d'idées » et « le contrat de concertation ».

Certains se demandent où est passé le gaullisme, ils feraient mieux de se demander où va passer Pompidou et où va se perdre l'UDR ! En effet, les rassemblements qui se profilent à l'horizon ne leur laissent guère de place.

Droite-gauche ou droite et gauche ?

La droite a pour l'instant deux directions de travail : la constitution de la grande force libérale de Giscard et la majorité d'idées de Faure. Les deux auteurs ont en commun de s'abriter sous le parapluie de Pompidou (mais ne risque-t-il pas de devenir une potiche ? Allons ne nous inquiétons pas, il n'a pas dit son dernier mot !) et d'ouvrir largement leurs portes aux réformateurs de tout poil. Pour l'instant, ces deux projets affectent d'être antagonistes. La scène politique traditionnelle n'est pas seulement occupée par les forces de droite. La classe politique comporte aussi des hommes et des forces de gauche. Edgar Faure le sait très bien, lui qui, dans son projet « d'aile marchante », inclut les socialistes. Son objectif : reconstituer le Rassemblement de 1958 des Indépendants et Paysans aux Socialistes. S'il n'y a pas d'autres perspectives crédibles pourquoi le PS ne serait-il pas partie prenante du grand combat promis par Edgar Faure « bis » Parlement contre « Kid » techno-bureaucratie ?

Il se trouve que de toute évidence, dans le trio de l'Union de la Gauche, deux partenaires : le PCF et les Radicaux de gauche sont un peu comme l'UDR. Leurs perspectives sont pour l'instant limitées aux élections législatives. Mais le PS pour sa part est déjà préoccupé par les Présidentielles, malheureusement s'il a un candidat possible, Mitterrand, le projet fait encore défaut ! Et le tourbillon Edgar Faure pourrait aspirer vigoureusement.

Le PCF pour sa part est certainement la force la plus étrangère à toutes ces préoccupations, lui qui est dans la France de 1972 l'unique champion du retour au système parlementaire. A force de vouloir occuper bourgeoisement la scène politique, il risque d'être le dernier porte-parole de la démocratie bourgeoise de naguère.

Le socialisme autogestionnaire

Par delà les péripéties présentes et à venir, au-delà des élections législatives qui seront tout de même importantes parce que marquées du signe du combat classe contre classe, le phénomène essentiel est que deux projets commencent à se faire jour. Celui de la droite en mutation — l'antagonisme apparent entre Giscard et Faure sera résolu au moment décisif —, et celui du courant du socialisme autogestionnaire dont la sortie du projet de manifeste « contrôler aujourd'hui pour décider demain » marque sûrement la naissance.

Un certain nombre de commentateurs, à commencer par Michel Bosquet dans le « Nouvel Observateur », ne s'y sont pas trompés : « Après mars 1973, quelle que soit l'issue du scrutin, il y aura d'autres batailles. Celle de l'autogestion sera l'une des plus importantes. »

Aujourd'hui plus que jamais, le rôle historique du PSU est réel. La tenue de notre congrès et l'amélioration du projet, la bataille des élections législatives, mais surtout notre activité intense dans les entreprises, dans les quartiers, dans les secteurs ruraux, à l'école, tout cela est nécessaire pour « la victoire de tous les travailleurs ».

Patrick GANCEL



Sur le Larzac

[Suite à l'appel lancé par les militants du Larzac (« TS » 551) de nombreux lecteurs ont écrit comme nous leurs demandes au président de la Commission d'enquête préalable. Ils nous ont adressé le double de leurs lettres. Il y en a trop pour que nous puissions les publier toutes. Voici un extrait de l'une de ces lettres particulièrement documentée et étayée.]

L'EXTENSION DU CAMP DU LARZAC EST UNE ABSURDITE

a) Le Larzac est une région agricole jeune et dynamique, en pleine expansion. Les Groupements Agricoles d'exploitation en Commun (GAEC) se multiplient, avec le plus fort pourcentage de France.

b) La production de lait a augmenté de 72 % depuis 1958.

Donc il ne s'agit pas de dire, comme l'a fait le Gal Gaudel, qu'il s'agit d'un désert rocailleux « tout juste bon à faire pâturer quelques troupeaux de moutons », que la population parle de « nuisances » imaginaires, etc.

c) L'artisanat est lui aussi prospère : réparateurs de matériel agricole, de bâtiments... On prétend que les artisans pourront réparer le matériel militaire. Vu l'opposition sur place, croyez-vous vraiment qu'on confiera cette tâche à des saboteurs éventuels ?

d) Le commerce est prospère. Les commerçants vont-ils approvisionner les militaires ? Sûrement pas. Les militaires, c'est bien connu, se fournissent par l'émission d'adjudications, et la région ne possède pas de producteurs importants.

e) Enfin l'environnement sera sac-cagé, du moins rendu inaccessible aux touristes, aux amis de la nature et aux scientifiques. Je vous conseille à cet égard de relire les nombreuses lettres de protestations de M. Jacques Médecin, Député Maire de Nice, concernant les

sites paléontologiques du plateau de Canjuers et que la presse a reproduites.

LES COMPENSATIONS QUE L'ON PROMET AUX AGRICULTEURS NE SONT PAS SÉRIEUSES

M. Debré annonce que l'électrification se poursuivra (pour ceux qui resteront...) : or toutes les fermes du Larzac possèdent l'électricité. On assure aussi que la « SAFER » reclassera les expropriés ; or la « SAFER » n'a aucune exploitation libre et n'a pu fournir des emplois que très lentement.

On a donc fait des tas de promesses, mais les paysans du Larzac ont consulté ceux de Canjuers qui leur ont confirmé que les promesses faites à Canjuers n'avaient pas été tenues (comme me l'a déclaré M. Ramade).

L'OPPOSITION A L'EXTENSION DU CAMP EST POPULAIRE

a) La Chambre de Commerce Régionale Midi-Pyrénées s'est préoccupée du problème. Le 6-12-71, le Conseil Général de Millau a demandé au ministre de « rapporter la décision » et le même jour, la

Chambre d'Agriculture a pris position contre le projet. Le 19-1-72, la Fédération Nationale Ovine, suivie le 23-11 par la Fédération Générale des Eleveurs de Brebis se sont aussi déclarées hostiles à l'extension du camp. Il en va de même du syndicat agricole FDSEA. En bref, toutes les organisations professionnelles ou syndicales sont contre l'extension.

b) L'opposition des religieux et des militants chrétiens est notoire. Le 7 novembre 71, les prêtres du Millavois ont pris position. Les Chrétiens du Monde Rural (CMR) l'ont fait le 22-1-71. Et les évêques de Rodez et de Millau ont montré leur solidarité avec les agriculteurs et le jeune de Lanza Del Vasto.

c) Les principaux intéressés, les agriculteurs concernés ont signé (103 sur 107) le 28 mars 1972 un texte s'opposant à toute extension du camp, et refusant tout reclassement. Lanza Del Vasto au cours de son jeûne s'est fait leur interprète : « Nous n'avons pas besoin de l'argent des contribuables. Qu'on nous laisse travailler tranquilles. »

d) La pétition du Comité de Sauvegarde du Larzac a été signée par

des centaines de milliers de personnes et soutenue par les Sociétés de Protection de la Nature. Par exemple, de nombreuses personnes l'ont signée à la Bibliothèque du Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris.

MAIS SON MAINTIEN EST UN CHOIX POLITIQUE

Nous, citoyens, travailleurs, amis de la Nature, militants politiques, aurions pu laisser faire ce projet et abandonner les quelques paysans du Larzac à leur triste sort. En fait, outre une solidarité nécessaire, il nous apparaît que cette affaire n'est pas la première du genre.

L'extension des camps militaires à la campagne se généralise ; l'armée est avec 300.000 ha le plus gros propriétaire foncier de France. S'il n'y avait que le Larzac ! Mais il y a encore 600 ha dans la forêt de Barrès (Pyrénées Orientales), et les 35.000 ha de Canjuers... A quoi vont servir ces camps ?

LIONEL COLBERT
Chercheur au Muséum
d'Histoire Naturelle
de Paris.

5/7

PAQUET ECRIT A T.S.

A l'heure où l'hypothèse d'un attentat à Saint-Laurent-du-Pont commence à être évoquée dans la grande presse (« le Monde », « Paris-Match », « L'Express », etc.), nous recevons de M. Aimé Paquet, député de l'Isère, une lettre qu'il nous demande de publier. Nous le faisons bien volontiers, avec en regard nos observations.

question d'actualité

M. Michel Rocard, député, rappelle à M. le Premier ministre les rumeurs précises et persistantes qui continuent de circuler au sujet des causes de l'incendie du « 5/7 » au cours duquel moururent 146 personnes. Il attire son attention sur le fait que le Procureur de la République a enfin entendu la première des personnes qui ont déclaré pouvoir mettre la justice sur la voie des preuves d'un attentat.

plus contraintes d'assurer leur garantie aux familles des victimes. Pour enlever toute inquiétude aux familles quelles que soient les futures conclusions de la justice, pour permettre aux avocats de la partie civile d'appuyer sans inconvénients pour leurs clients la recherche de la vérité quelle qu'elle soit, M. le Premier ministre envisage-t-il de déposer un projet de loi mettant l'indemnisation des familles des victimes du 5/7 à la charge de l'Etat dans l'hypothèse où la garantie des Compagnies d'assurances ne jouerait pas ?

Mais dans l'hypothèse d'un attentat, les Compagnies d'Assurances ne seraient

La lettre d'Aimé Paquet Nos commentaires

« Vous avez cru devoir, au sujet du drame du 5-7 de Saint-Laurent-du-Pont, publier des informations me concernant.

Aussi, dans un souci de clarification, me vois-je dans l'obligation de vous demander, en vertu de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 régissant le droit de réponse, de publier le texte ci-dessous « in extenso » à la même place et dans les mêmes caractères que l'information parue dans vos colonnes.

Je suis d'ailleurs certain, connaissant votre objectivité, que vous vous ferez un devoir et un plaisir de le faire.

● Nous nous faisons effectivement un devoir et un plaisir de publier la lettre de M. Paquet. Nous nous faisons aussi, comme la loi à laquelle se réfère notre correspondant ne nous l'interdit pas, le plaisir et le devoir de la commenter pour nos lecteurs. Nous sommes sûrs que M. Paquet n'y verra pas d'inconvénient.

« Aussitôt après le drame du 5-7 de Saint-Laurent-du-Pont, ne trouvant aucune explication technique à l'accident, j'ai cru, avec d'autres, à l'attentat.

● « J'ai cru, avec d'autres, à l'attentat », dit M. Paquet. Nous démentira-t-il si nous précisons que, parmi ces autres, il y a notamment un haut fonctionnaire en poste à cette époque à la préfecture de l'Isère ? Et que ce haut fonctionnaire lui a avoué être déjà au courant des faits par les rapports des R.G. ?

En février 1972, j'ai eu, par une personne de Grenoble, connaissant bien par ses activités, le « milieu », des informations qui semblaient l'étayer sérieusement.

Mon devoir était de transmettre ces informations au ministre de l'Intérieur, en accord d'ailleurs avec mon informateur, et je dirais même sur sa demande.

Je l'ai fait le 28 février 1972.

● La personne « connaissant bien le milieu de Grenoble » s'appelle Mme Péliissier. Nous avons évité de donner son nom jusqu'à maintenant, mais plusieurs articles, parus après le nôtre dans d'autres journaux, n'ont pas eu cette discrétion. C'est une aide pénale bénévole. Pour avoir eu le courage de dire ce qu'elle savait, Mme Péliissier est, paraît-il, menacée de poursuites en diffamation par la police (cf. « le Monde » du 3-11-72). Sans parler d'autres menaces encore plus précises et plus directes du « milieu ». Nous sommes sûrs que M. Paquet, au cas où ces menaces (les unes ou les autres) recevraient un début d'exécution, interviendrait rigoureusement pour défendre cette femme honnête et courageuse, qui reste un témoin essentiel dans cette affaire.

J'ai demandé à M. Marcellin de faire procéder immédiatement à une enquête approfondie par des inspecteurs spécialisés et de qualité.

M. Marcellin envoya immédiatement à Grenoble des inspecteurs de la brigade centrale du banditisme dite brigade anti-gang.

Au passage, je tiens à rendre hommage une nouvelle fois à M. Marcellin pour la célérité avec laquelle il engagea cette action.

● M. Cohet, commissaire à la direction centrale de la PJ, semble en effet quelqu'un de « spécialisé et de qualité ». Nous avons déjà écrit (« TS » 550) qu'il est arrivé à Grenoble avec en main un gros dossier concernant les truands dont M. Paquet parle dans sa note à M. Marcellin (Gavin Coppolani, Andreucci, Dolce-Mascolo) et l'intime conviction qu'il s'agissait bien d'une affaire de racket, liée d'ailleurs à l'affaire de l'ETEC (Charly Lascorz, ancien membre du SAC). Nous notons que M. Paquet ne juge pas utile de nous démentir sur ce point.

Cette enquête fut régulièrement et minutieusement conduite. Une commission rogatoire fut délivrée le 6 mars.

Le Procureur de la République et le juge d'instruction, M. Jobert, furent régulièrement informés et les conclusions de l'enquête leur furent remises. Ces conclusions étaient négatives. La thèse de l'accident demeurerait donc la seule crédible.

Elle l'était d'autant plus qu'après de multiples expériences faites en laboratoire, elles étaient scientifiquement et techniquement expliquées et reposaient sur des éléments irréfutables. J'avais fait mon devoir en aidant à la recherche de la vérité.

Mais devant les faits, je m'inclinai. Je convenais de mon erreur et me ralliais à la thèse de l'accident, la seule crédible.

C'était début mars 1972.

● « Régulièrement et minutieusement », dit M. Paquet. Sur ce point, nous ne pouvons pas être d'accord avec lui. A plusieurs reprises, dans sa note au ministre de l'Intérieur, le député de l'Isère insiste sur la nécessité absolue d'une enquête discrète et indépendante de la police grenobloise : « Si l'on veut réussir (...) la discrétion la plus absolue, la prudence la plus totale sont de mise ». Ou encore : « Ils (les inspecteurs) viendront discrètement pendant une dizaine de jours ». Ou : « La police elle-même a peur ». Et encore : « Il faut que nous ne soyons pas nombreux à y être mêlés : toi, moi, les deux ou trois inspecteurs que tu désigneras (...) sinon cela échouera ». Il est prouvé maintenant — et confirmé officiellement — que cette enquête a été rapide (« 10 procès-verbaux établis au cours de 3 journées, les 7, 8 et 9 mars » écrit « le Monde ») et surtout qu'elle s'est faite au grand jour, avec la collaboration étroite de la police grenobloise. Comment M. Paquet peut-il se satisfaire d'une exécution aussi peu conforme à ce qu'il souhaitait si vivement ? Comment peut-il aussi facilement faire siennes des conclusions obtenues dans des conditions telles qu'elles ne pouvaient qu'être négatives ?

S'il est vrai — et nous le reconnaissons bien volontiers — que M. Paquet a fait son « devoir » en la circonstance, qu'il a même fait preuve d'un certain courage en alertant le ministre de l'Intérieur, nous pensons aussi qu'il n'a pas fait tout son devoir de représentant du peuple et qu'il aurait fallu encore plus de courage pour aller jusqu'au bout.

Quant « aux expériences faites en laboratoire », si elles expliquent en effet fort bien comment le 5-7, compte tenu des matériaux dont il était constitué, s'est révélé un excellent terrain pour la propagation rapide d'un incendie, elles n'éclaircissent en rien sur les origines de cet incendie, et M. Paquet le sait fort bien.

Mais voici qu'après 8 mois, certaines publications, certaines personnalités politiques ou non tentent de nouveau d'accréditer la thèse de l'attentat. Je ne reprocherai jamais à qui que ce soit de tout tenter pour aider à faire éclater la vérité.

Mais si le respect des 146 morts du 5-7 et de leurs familles exige la recherche de la vérité, elle interdit la recherche du sensationnel.

Or je constate, si j'en crois l'action actuellement conduite par certains, qu'il s'agit avant tout de la recherche du sensationnel et même parfois de monter une opération politique particulièrement odieuse en un tel drame. C'est pourquoi, en réponse aux questions qui me sont posées et aux déclarations qui sont faites ici et là, je tiens à mon tour à poser des questions et à présenter des observations.

1. On diffuse la note soi-disant secrète datant du 28 février 1972 dans laquelle je demandais à M. Marcellin de faire procéder à une enquête... Puisqu'elle était secrète, comment a-t-on pu se la procurer ?

Qui l'a remise à ceux qui en usent aujourd'hui ?

● Il est facile de dénoncer « la recherche du sensationnel ». Il faut s'entendre sur les mots. Il est en effet assez « sensationnel » qu'une bande de gangsters connus, fichés, puissent continuer, comme le prouve l'actualité récente, à prélever sur l'ensemble des établissements de nuit de la région sud-est de la France (et sans doute ailleurs) une sorte d'impôt obligatoire, à faire brûler ou à abattre ceux qui tentent de leur résister. Il est assez « sensationnel » que M. Gavin Coppolani qui fait l'objet depuis plusieurs mois d'une ordonnance de prise de corps pour d'autres affaires, puisse s'afficher en toute tranquillité dans les bars de Grenoble, au point qu'un journaliste un peu astucieux ait pu déjeuner avec lui le 14 juillet dernier. Il est assez « sensationnel » qu'un prétendu « Service d'action civique » cent fois mis en cause, continue d'avoir pignon sur rue tout en recrutant ses hommes de main parmi les repris de justice.

Si dénoncer tout cela, c'est faire « la recherche du sensationnel », alors oui, nous faisons du sensationnel, et n'avons pas honte de le dire.

Quant à « l'opération politique »... Discutez donc un peu, M. Paquet, avec Mme Péliissier. Elle n'est pas au PSU, M. Paquet, et vous le savez bien. Elle serait plutôt, et de longue date, de vos amis politiques. Mais que voulez-vous, même de votre bord, il est d'honnêtes gens qu'un



Une sorte d'impôt obligatoire.

On insinue que l'enquête n'a pas été menée à son terme... pour des raisons politiques. On sait que ce n'est pas vrai... mais on insinue. Dans un tel drame, de telles insinuations, une telle action sont particulièrement odieuses et révoltantes ; on en conviendra.

2. Mieux ! Le 24 octobre, maître Julien Carnet du Barreau de Paris, avocat des familles, s'insurgeait contre des déclarations « que je viendrais de faire » en m'accusant d'intentions que je n'ai pas...

Je m'en suis expliqué longuement. Il est inutile d'y revenir.

Mais il n'a pas dit un mot contre ceux qui, depuis 15 jours, tentent par tous les moyens, à des fins politiques, de faire ressurgir la thèse de l'attentat et de l'accréditer.

Pourquoi ?

3. On fait état d'une entrevue que j'aurais eue avec un juge d'instruction qui m'aurait, contre toutes règles, donné connaissance du dossier.

Or, cette entrevue a bien eu lieu, mais avec M. Viossat qui n'était plus juge d'instruction, le dossier étant depuis plusieurs mois déjà dans les mains de M. Jobert, nouveau juge d'instruction de Lyon.

M. Viossat, au cours de cet entretien, s'est contenté de m'expliquer la thèse de l'accident par les résultats des expériences faites en laboratoire au CENG.

Tout est étrange en cette affaire, vous en conviendrez, alors que les choses sont simples.

Chacun sait ou devrait savoir que le vrai coupable du drame, c'est la complexité incroyable des réglementations et des procédures en vigueur.

Elles le sont à un point tel que personne ne sait exactement et clairement ce que sont ses responsabilités et ses devoirs.

C'est ainsi que des centaines et des centaines de salles ont été fermées à travers la France au lendemain du drame du 5-7 parce que non conformes aux normes en vigueur.

Le devoir de tout responsable politique ou autre est de tout faire pour que les clarifications, les simplifications nécessaires soient apportées, afin que de tels drames ne puissent plus se reproduire.

Le devoir est là, et non pas dans des actions spectaculaires et tendancieuses.

De telles actions me paraissent très contestables. »

Aimé PAQUET ■

certain « sensationnel » fait vomir de dégoût. L'odieux réside dans le scandale, non dans sa révélation.

« Soi-disant secrète »... On ne peut pas dire, en tout cas, qu'elle ait fait l'objet de beaucoup de publicité, votre note ! Lorsque vous intervenez d'habitude dans la vie publique, M. Paquet, vous savez pourtant assez bien le faire savoir. Il aura fallu effectivement huit mois pour que l'on apprenne que vous aviez fait une démarche à propos du 5-7. Et croyez que nous aurions aimé le savoir plus tôt. Avant le procès, par exemple, qui aurait peut-être eu une autre figure...

Quant à la façon dont nous en avons eu connaissance, nous pouvons rassurer M. Paquet : ce n'est pas M. Marcellin qui nous l'a communiquée.

● Nous n'insinuons pas que l'enquête n'a pas été « menée à son terme ». Nous disons qu'elle a été bâclée, pour toutes les raisons dites plus haut. Et si ce n'est pas pour des motifs politiques, M. Paquet, c'est pour quoi, diantre ? Et à quoi pensiez-vous en écrivant à M. Marcellin « cela pourrait faire beaucoup de bruit, pour ne pas dire autre chose » ?

● Cette question ne nous concerne pas.

● Là encore, M. Paquet s'adresse à d'autres qu'à nous. Voici ce que nous écrivions : « De la même façon, M. Viossat, le juge d'instruction, réussit à convaincre M. Paquet que la thèse de l'attentat ne tient pas. La preuve ? Les rapports d'expertises ». C'est tout sur ce point. Mais nous ajoutons aussitôt : « Question en passant : est-il vrai que la responsabilité de l'expertise a été confiée à un policier des Renseignements Généraux ? » C'est une question que M. Paquet ne juge pas utile de relever. Elle nous paraît pourtant intéressante...

● Si les choses étaient « si simples », on comprend alors fort mal l'intervention de M. Paquet en février dernier. Que les réglementations et procédures en vigueur soient complexes, nous en sommes bien d'accord. Que des centaines de salles aient été fermées au lendemain du drame du 5-7, c'est un fait que le député de l'Isère soulignait dans sa note au ministre de l'Intérieur, avec cette appréciation : « Tout cela n'est pas sérieux à mon sens ». Passons.

Nous ne contestons pas à M. Paquet le droit d'avoir eu une opinion, puis d'en avoir une autre, diamétralement opposée. Mais qu'il ne nous conteste pas, lui, le droit de continuer à penser que l'incendie du 5-7 n'était pas accidentel. De réclamer, à cors et à cris, que l'enquête soit reprise, de bout en bout. Qu'elle soit l'occasion d'aller au-delà du drame de St-Laurent-du-Pont. Qu'elle amène un coup d'arrêt à l'implantation en France d'une véritable mafia qui « travaille » tous azimuts (et pas seulement dans le racket).

Et s'il arrivait, par aventure, que l'on découvre dans tout cela « de la politique », mon Dieu ! ce n'est pas nous qui l'y aurions mise...

Bernard LANGLOIS ■

Le stalinisme autopsié

Il faut saluer avec force, à l'occasion de la parution du livre de Medvedev, la renaissance en URSS de la pensée marxiste.

Cette somme extraordinaire sur le stalinisme est déjà, avant toute autre considération, le témoignage qu'une nouvelle génération montante se prépare à la lutte qui devra aboutir, comme le disent les dernières lignes du livre à la « purification du mouvement communiste » et au « déblaiement de tous les résidus de l'ordure stalinienne ».

Tel est le sens de ce livre, de plus de six cents pages, écrit en six ans, de 1961 à 1968 et interdit par la censure stalinienne.

Il ne s'agit plus de dénoncer le « culte de la personnalité », mais de reprendre le fil de l'histoire, depuis la révolution d'octobre, et à travers l'étude fouillée, minutieuse de la montée de Staline, de percer les causes, de caractériser les bases sociales et historiques du stalinisme et de la bureaucratie.

Il est surprenant (mais l'est-ce vraiment ?) qu'un Soviétique renoue de lui-même, coupé d'une grande partie de la littérature publiée à l'Occident, à l'aide d'une documentation puisée en URSS même et d'origine privée (il n'a pas eu accès aux archives officielles), avec l'analyse de la « Révolution trahie » (1) de Léon Trotsky.

Une prudence de serpent

Une obsession hante ce livre : le « stalinisme » avec ou sans Staline était-il nécessaire à l'URSS, d'un quelconque point de vue ?

La réponse éclate, négative, à chaque instant.

Quant au personnage de Staline, Medvedev montre comment il a été secrété par la bureaucratisation rapide de la société soviétique : mais rien n'était joué en 23-24. En tout cas, la figure humaine particulière - et monstrueuse - dans laquelle s'est incarnée la caste bureaucratique, et qui eut nom Staline, n'était pas mécaniquement prédéterminée. Il n'y a pas de fatalité historique (pas non plus pour le socialisme) et les conditions historiques difficiles de la révolution d'octobre, son isolement, la guerre civile, ne suffisent pas à blanchir les centaines de milliers de communistes qui, au nom de l'unité du parti, laissèrent se développer la gangrène bureaucratique, et le cancer stalinien.

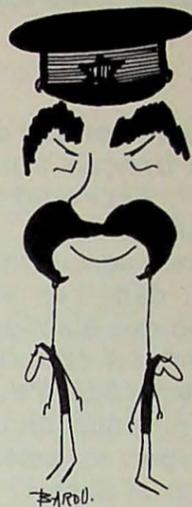
Ce livre est donc aussi un réquisitoire.

Avec une prudence de serpent, Medvedev blanchit avec sérénité de toutes les accusations staliniennes, la vieille garde bolchevique, y compris bien entendu Léon Trotsky. La seule erreur de Trotsky et de l'opposition de gauche étant de penser qu'il était impossible de construire le socialisme en URSS sans la victoire de la révolution socialiste dans les pays économiquement avancés : n'oublions pas que ce livre était destiné à être publié en URSS, et qu'il ne saurait être question de défendre ouvertement le trotskysme ! Mais sur tous les autres points de son programme, l'opposition de gauche avait raison (Medvedev utilise en général des métaphores ou justifie à posteriori et face aux crimes ou aux erreurs économiques de Staline, la position correcte de l'opposition).

Le seul tort de l'opposition de gauche fut de ne pas être capable d'effectuer sa jonction avec la classe ouvrière : on peut même considérer que Medvedev pense que l'unification en 1926-1927 de l'opposition trotskyste avec le groupe Zinoviev-Kamenev fut une er-

reur et priva celle-ci d'appuis importants à la base du parti communiste.

Des centaines de témoignages oraux, ou manuscrits inédits ont permis à Medvedev de retracer les sombres années qui virent s'affirmer la victoire de Staline, puis la vague des procès, l'extermination de centaines de milliers d'innocentes victimes ou de bourreaux de la veille...



Staline était-il fou ? Paranoïaque ? Voulait-il par l'extermination de toute la vieille garde bolchevique blanchir son passé d'agent secret de l'Okhrana ?

Medvedev répond par la négative : Staline n'était pas fou, il n'a pas été agent de l'Okhrana : ces explications trop « simples » permettraient trop vite de retomber dans une conception accidentelle et anti-marxiste de l'histoire.

La racine de l'explication réside dans la naissance d'une oligarchie bureaucratique dont Staline fut d'abord l'instrument, avant d'en devenir le maître.

L'excroissance bureaucratique trouve certes son origine dans les conditions difficiles des débuts de la révolution d'octobre, mais rien n'est joué dans les années 20.

Medvedev pense même qu'à l'époque de Kirov (1930-1932) une opposition d'une grande partie du comité central à Staline aurait pu en venir à bout. L'assassinat de Kirov (inspiré par Staline) met un terme à toutes les velléités de renversement du futur grand chef, et les années sinistres commencent.

Rien dans le livre de Medvedev n'est laissé dans l'ombre : parfois quelques lignes suffisent ; on y apprend comment par exemple Trotsky est assassiné par le Guepeou, et le nom du haut fonctionnaire chargé à Moscou de mener à bien l'opération (2).

Rien de ce qui touche aux méthodes des aveux, de la persécution, au régime concentrationnaire, à l'incurie militaire de Staline pendant la guerre, n'est oublié.

Rien non plus des derniers jours du tyran : des détails nouveaux sont apportés sur le fameux procès des médecins en blouse blanche qui devait être le prélude d'une grande vague de purges dont la principale victime semblait devoir être Beria. Les conditions « étranges » de la mort de Staline sont soulignées.

L'avant-dernier chapitre et la conclusion font éclater l'espoir d'un redressement, d'un retour à la « démocratie socialiste ».

Roy Medvedev, par son livre, et l'ensemble des témoins qui y collaborèrent nommément ou anonymement, sont la preuve que le feu de la révolution d'octobre couve encore sous la cendre...

Jean VERGER ■

(1) Editions du Seuil. En vente à la librairie de « TS ».

(2) Eitingen.

LOURDES 72

L'intrusion de la politique

Rendant compte du texte adopté à Lourdes par les évêques français à propos du rapport « Eglise, politique et Foi », l'éditorialiste du journal « La Croix » écrivait notamment :

« quant aux formations politiques, elles vont en tirer profit dans l'un et l'autre sens pour la prochaine campagne des élections législatives. Ce faisant on se trouve vraiment à côté du sens profond du document. »

La remarque n'est pas fautive : le texte voté, « Pour une pratique chrétienne de la politique » dépasse en effet par sa portée les seules échéances électorales. Même si dans l'Humanité du 30 octobre, René Andrieu confirme une nouvelle fois que l'objectif du parti communiste sur ce point est davantage de discuter, voire de négocier d'appareil à appareil avec l'église catholique que de comprendre l'enjeu que constitue pour le mouvement socialiste la radicalisation politique croissante de nombreux chrétiens.

Ce texte traduit, sans doute, y compris dans ses ambiguïtés et ses compromis, une évolution importante de l'Eglise catholique. Sur deux points notamment il rompt avec une attitude solidement établie dans la hiérarchie catholique : le refus de toute position collective des chrétiens en matière politique, et la négation des conflits de classe au nom de « L'amour du prochain ».

C'est ainsi que le texte des évêques affirme que « toute réalité de la vie quotidienne a une dimension politique et que les chrétiens ont découvert plus clairement les conséquences et les in-

cidences politiques du salut en Jésus Christ. » Ce qui les conduit à « considérer comme normal que les chrétiens lorsqu'ils se réunissent portent attention aux questions politiques. » Il s'agit là d'une rupture avec la conception purement individuelle de la Foi chrétienne dans ses rapports avec le combat politique.

Le chapitre consacré à la lutte de classes marque également une évolution intéressante.

Il faut rappeler d'ailleurs que le texte initial fort timide a été remanié à la demande des représentants « du monde ouvrier » c'est-à-dire de mouve-

Socialisme

((



ments comme l'Action Catholique ouvrière dont la plupart des membres sont engagés syndicalement ou politiquement. La déclaration définitive prend du coup nettement ses distances avec la théologie traditionnelle à ce sujet, qui n'était pas loin de voir dans toute analyse marxiste l'œuvre de Satan ! On y trouve notamment cette phrase qui, à l'évidence ne fera pas plaisir à tout le monde :

« C'est une fausse théologie de l'amour qui est invoquée par ceux qui voudraient camoufler les situations conflictuelles, prôner des attitudes de collaboration dans la confusion en minimisant la réalité des antagonismes collectifs de tous genres. »

Il est vrai que le texte de Lourdes prend garde de ne pas préciser si la lutte de classes consiste en une simple constatation d'antagonismes sociaux ou si elle constitue un mouvement dialectique capable d'engendrer une nouvelle organisation sociale. Or il est clair que si tel n'est pas le cas, le concept de lutte des classes perd l'essentiel de sa force et son entrée dans le

vocabulaire chrétien une partie de son intérêt.

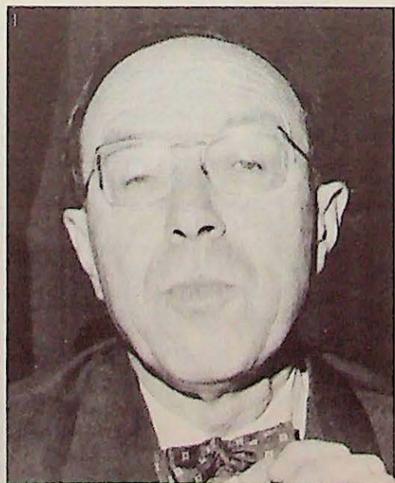
A cet égard, la place des affrontements collectifs dans l'Eglise catholique a été mise en lumière par Mgr Matagrín, rapporteur du texte : dans la présentation qu'il en a fait devant l'assemblée, à Lourdes, il a notamment expliqué que les conflits ne portent plus seulement aujourd'hui sur la subsistance matérielle de certaines catégories sociales mais bien sur le sens même de l'histoire que les hommes vivent ensemble. C'est pourquoi, a-t-il affirmé, « chargés de témoigner d'une conception libératrice de la vie telle que l'a proposée Jésus-Christ, les chrétiens n'ont pas le droit de soutenir des options qui engendrent ou consolident la dégradation de l'homme ». Cette déclaration va, on le voit, plus loin que l'on ne pouvait le penser à la lecture des travaux préparatoires. La montagne n'a pas accouché d'une souris même si les évêques se bornent davantage à suivre une évolution qu'ils contrôlent mal plutôt qu'à prendre eux-mêmes quelques longueurs d'avance !

Jacques GALLUS ■

● La solitude du gaulliste de fond...

Les péripéties internes à la bourgeoisie française ne nous concernent, au fond, que médiocrement. Le passage de Jeanneney de l'U.D.R. aux réformateurs n'est qu'un signe supplémentaire des désarrois et des craquements de l'actuelle majorité, maintes fois constatés au cours des derniers mois. Cela dit, Jean-Marcel Jeanneney n'est pas n'importe qui. Et sa démarche personnelle ne doit pas être perçue comme motivée par les seuls soucis électoraux — comme ses anciens amis de l'U.D.R. ne se font pas faute de l'insinuer. On trouve de tout dans les eaux du gaullisme, y compris des gens sincères, quelques-uns : Jeanneney est de ceux-là. Il n'est pas inintéressant d'entendre de la bouche de celui qui fut l'un des prophètes les plus ardents et les plus respectés du rêve gaullien que la seule politique de l'actuel gouvernement est de « conserver la

situation acquise, de faciliter les jeux d'intérêts puissants ». Par les ambiguïtés de sa doctrine la forte personnalité et le rôle historique de son chef, le gaullisme a pu longtemps égarer bon nombre



d'électeurs. Ces « gaullistes de cœur » apprennent maintenant, de la source la plus sûre, que les héritiers du général ne sont que des escrocs de la politique ou, au mieux, de farouches immobilistes. C'est toujours cela d'acquis. Mais en changeant d'épaule sa Croix de Lorraine et en installant ses quartiers d'hiver chez MM. Lecanuet et Servan-Schreiber, l'honnête M. Jeanneney se prépare en-

core bien des désillusions. S'il ne retrouve plus, et pour cause, dans les cuisines de Pompidou, le gaullisme auquel il persiste à croire, nous doutons fort qu'il le rencontre dans l'officine réformatrice, dont le but avoué est précisément de liquider le plus rapidement possible les dernières séquelles du gaullisme. Dans son désarroi, M. Jeanneney s'égaré.

Pour le coup, ce sont les autres transfuges-fossiles qui ont raison. Les Vendroux, les Fouchet, les Frossard : « Cela consiste aussi à accepter, quand il le faut, la solitude, le gaullisme ! »

Y.L. ■

● Alerte au Figaro

On bat le tocsin au « Figaro » : la diffusion du canard de la bourgeoisie est tombée de 3,4 % entre 67 et 71, passant de 433.000 à 420.000 exemplaires. C'est ce que dit l'Office de justification de la diffusion dans ses statistiques qui servent à établir les tarifs de publicité. En fait la chute du « Figaro » est beaucoup plus brutale car elle est camouflée depuis plusieurs années par la diffusion de journaux gratuits dans les hôtels, les administrations, les boîtes aux lettres — sans parler des poubelles. Ce système s'est montré assez efficace pour garder la manne publicitaire bien remplie. Le pire, c'est qu'il ne suffit plus

maintenant à compenser la dégringolade. Le problème urgent est donc maintenant, pour les zélés serviteurs du marchand de laine et de papier Jean Prouvost, de réagir avant que les annonceurs s'en aperçoivent. S'il n'est pas déjà trop tard. Pour essayer de comprendre cette désaffection pour un journal pourtant si affectueux envers ses chers lecteurs, les patrons du « Figaro » ont filé une centaine de millions anciens à l'institut M Kinsey, sondeur d'opinion au service des manipulateurs d'opinion, qui a « enquêté » auprès d'un millier de personnes. Résultat : le « Figaro » aurait réussi à dégoûter sa propre clientèle qui le qualifie le plus souvent de journal « tendancieux » et même du « plus hypocrite des quotidiens parisiens ». On en est là : les milieux d'affaires, cadres supérieurs et moyens réclament de l'information plutôt que des discours rassurants à la Thierry Maulnier ou à la Raymond Aron... Signe des temps. La bourgeoisie ne se sent pas rassurée et ne veut pas qu'on la rassure malgré elle. C'est sans doute pourquoi — l'enquête pour le « Figaro » le confirme aussi — elle se tourne davantage vers un journal comme « Le Monde ». Aussi ne serait-il pas étonnant qu'à l'approche des législatives ce « baveux » pour qui « sans la liberté de blâmer il n'est pas d'éloge » (1) y aille de son couplet sur l'air de l'« objectivité ». Enfin, c'est quand même reconfortant qu'un « Figaro » s'inquiète de ses chiffres de diffusion et de son contenu au moment où nous autres à « T.S. » on se demande comment on pourra faire face au prochain doublement de nos abonnements. Heureusement, c'est pas un problème de vases communicants !

G.B. ■

Après la C.N.O.

Quelques contributions à la Conférence Nationale Ouvrière n'avaient pu être publiées dans « T.S. ». C'est le cas du texte préparé par nos camarades de Besançon. Cet article comme les contributions précédentes sont des textes de débat et n'engagent pas l'ensemble du Parti. Précisons en outre que lors de l'exclusion des militants de la CFDT à Sochoux, le Bureau national avait désavoué l'attitude des militants PSU qui avaient voté cette exclusion. Il serait en effet trop simple soit d'accuser la CFDT en bloc, soit de pratiquer l'amalgame entre ses courants de droite et ce que représente l'orientation générale actuelle de cette centrale.

Le printemps a été marqué par des luttes longues et dures (Girosteel, Joint Français, Penarroya, Brégille). Souvent la CFDT les a soutenues parce que l'absence de stratégie cohérente au plan national amène ses militants, soit à faire du suivisme vis-à-vis de la CGT tout en tentant de s'en démarquer, soit à monter en épingle des luttes parcellaires en leur donnant un caractère spectaculaire. A travers ces luttes s'est dégagé progressivement un courant de gauche qui se heurte à la fraction la plus traditionnelle de la CFDT.

L'existence du programme commun PC-PS accentue encore cette contradiction. Les réformistes ont déclenché une offensive d'envergure à l'intérieur de la centrale pour reconquérir le terrain perdu depuis 1968 au niveau des postes de responsabilité et des orientations. Cela se ressent nettement dans l'évolution des positions par rapport au programme commun et vis-à-vis des organisations d'extrême-gauche.

En Franche-Comté, les divergences se sont particulièrement révélées durant la lutte du Prévent de Brégille qui a duré du 28 janvier au 3 juillet.

Deux conceptions

A cette occasion, deux conceptions stratégiques se sont affrontées :

— l'une est la conjonction de la tradition humaniste chrétienne et de la tradition social-démocrate : elle met en avant le pouvoir de l'appareil syndical incarné dans le permanent, l'importance des contacts « humains » avec les représentants du pouvoir et du patronat ; elle recherche par principe la négociation sans la relier au rapport de force et, de fait, accepte souvent des compromis qui ne respectent pas la volonté des travailleurs (lutte sur les cadences aboutissant à l'octroi d'une prime, lutte contre les

licenciements aboutissant à un simple reclassement) ;

— l'autre stratégie se veut l'héritière de Mai 68. Elle tient à ce que l'action soit menée collectivement par les travailleurs en lutte. Elle cherche à développer une dynamique offensive par la popularisation (information, comités de soutien), par la liaison avec des couches tenues traditionnellement à l'écart des conflits du travail (paysans, étudiants...), par l'explication de la dimension politique des conflits et la mise en cause concrète du pouvoir d'Etat au travers de ses représentants.

Ces divergences ne sont pas perçues aussi clairement par la majorité des militants ; cependant elles ont déjà conduit à des affrontements là où l'appareil réformiste est directement mis en cause :

— A Sochoux, deux militants révolutionnaires ont été exclus de la CFDT, le motif officiellement invoqué étant leur appartenance à Lutte Ouvrière. Cela signifie en clair que les militants CFDT ne jouissent pas de la liberté politique, surtout s'ils sont révolutionnaires, malgré ce qu'affirment les statuts de la Confédération.

— Deux permanents, ayant pris position contre ces exclusions, subissent à leur tour la répression. L'un, qui avait pris une part importante à la lutte de Brégille, est démis de son mandat dans des conditions troubles. L'autre est menacé de licenciement pour le printemps 73 sous prétexte de difficultés financières.

L'un des représentants les plus actifs du courant réformiste (Joseph Pinard, ancien responsable du SGEN, candidat du PS en 73 à Besançon) développe depuis plusieurs années une campagne contre le PSU et les organisations révolutionnaires : documents internes à diffusion restreinte, lettres au « Nouvel Observateur » et à « Politique-Hebdo », mise en cause publi-

que de l'orientation CFDT lors de conférences et de meetings politiques, attaques personnelles contre les militants de la « gauche syndicale ». Il ne s'agit pas là d'un cas isolé, mais bien d'une offensive générale du courant droitier pour éliminer tous les militants qui défendent une orientation révolutionnaire dans la CFDT. Les divisions entre ces derniers sont habilement utilisées, le courant droitier se présentant volontiers comme le défenseur désintéressé et impartial de l'Organisation (avec un grand O) Syndicale (avec un grand S). Ce courant n'hésite pas devant les déclarations démagogiques ou devant des alliances contradictoires pour préserver et étendre les zones d'influence de la fraction la plus centriste du PS.

Rompre l'isolement

Le secteur entreprise PSU de Besançon estime que cette situation n'est pas particulière à la région de Franche-Comté (problème similaire posé à Thionville, Rouen...), mais que l'information sur cette question est encore très insuffisante. Le premier impératif serait donc de rompre l'isolement. Les militants révolutionnaires engagés syndicalement doivent envisager une action coordonnée face à cette offensive droitier. Pour que le syndicat reste ou devienne un outil au service des travailleurs dans la lutte de classe, nous devons passer à la contre-offensive et nous préparer à dénoncer devant les travailleurs les manipulations du courant droitier. Nous ne pouvons accepter en silence que le courant réformiste utilise l'appareil syndical pour museler les travailleurs et canaliser leur mécontentement vers des programmes électoraux.

PSU-Besançon,
Secteur Entreprise ■

LA LIBRAIRIE



9, rue Borromée - PARIS 15^e
Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h

POUR PRÉPARER LE CONGRÈS

EN VENTE A LA LIBRAIRIE DE TS :

● TEXTES DE PRÉPARATION AU 8^e CONGRÈS :

- « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ».
- « Vers le communisme ».

(3 F)

● LA POSITION DU PSU FACE AU PROGRAMME COMMUN PC-PS

(3 F)

● CRITIQUE SOCIALISTE N° 9-10.

Sommaire :

- Présentation, Robert CHAPUIS.
- Eléments pour un débat sur l'autogestion, Ph. BRACHET, G. CONSTANTIN, J. LEGARREC.
- Quelques expériences d'autogestion, Victor FAY.
- Stratégies syndicales et mouvement révolutionnaire, André GARNIER.
- Les bases sociales de la révolution, Michel BENETEAU.
- Sur le prolétariat, Serge MALLET.
- Produire pourquoi ? François SOULAGE.
- Les crises d'identité collective, Roland DAVID.
- Sur les tendances actuelles du capitalisme international, Bernard JAU-MONT.

(8 F)

— TOUS VOS LIVRES EN VENTE A LA LIBRAIRIE TS —

UNE OFFRE SPECIALE

Liste n° 9

P. MUS et J. MAC ALISTER

Les Vietnamiens et leur Révolution 29,00 F

M. MANGENOT, N. ALISE et J. REMOUSSIN

Les Jeunes face à l'Emploi 20,00 F

LENINE

La Maladie Infantile du Communisme 3,50 F

H. LEFEBVRE

La Pensée Marxiste et la Ville 9,00 F

B. LAMBERT

Les Paysans dans la Lutte de Classes 6,00 F

A. KRIEDEL

Les Communistes Français 9,00 F

F. FEJTO (2 vol. à F 9,50)

Histoire des Démocraties Populaires 19,00 F

D. GUERIN

ROSA LUXEMBURG et le Spontanisme Révolutionnaire 7,50 F

M. FERRO

La Révolution Russe de 1917 7,50 F

Prix réel 110,50 F

Notre proposition : 100 francs FRANCO

Toutes commandes à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée - PARIS 15^e
C.C.P. 58.26.65 Paris
Règlement à joindre à la commande

front de

Les capitalistes français, leurs patrons — gros et petits — le gouvernement qu'ils ont mis en place affichent un optimisme de façade. Selon eux, les travailleurs sont moins mécontents. La preuve : il y a moins d'heures de grève, d'année en année.

Mais comme les uns et les autres sont « bons » et le peuple « gentil », ils veulent faire quelques réformes pour rendre l'exploitation des travailleurs plus supportable. On va jusqu'à parler de faire disparaître les chaînes de montage, source d'enrichissement du capitalisme d'aujourd'hui.

EN fait, derrière le masque avenant, il y a l'inquiétude. Les patrons se rendent compte que le mécontentement des travailleurs explose partout, avec, sans ou même parfois contre certaines consignes syndicales. Ils se rendent compte que chaque ouvrier, chaque employé prend conscience de sa force et de sa propre responsabilité dans la mise en mouvement de cette force. Ils se rendent compte que les travailleurs prennent directement leurs affaires en main, qu'ils décident de leur grève, apprennent à la gérer, à en tirer les conclusions tactiques et stratégiques. C'est pour cela qu'ils proposent de telles réformes. C'est leur contre-offensive.

Aussi le rôle de tous les militants révolutionnaires est de contribuer à développer la démocratie et le contrôle des travailleurs. C'est là notre riposte au patronat à « visage humain ».

L'époque des grèves décidées au sommet, par les syndicats, s'appuyant sur les grosses entreprises, le secteur nationalisé surtout, est en recul. C'est aujourd'hui l'époque du foisonnement des grèves décidées à la base, dans les entreprises moyennes et petites, alors que les conditions de grève et les conséquences pour les grévistes sont bien pires qu'à l'E.D.F., à la S.N.C.F., etc., y compris chez Renault, malgré le durcissement patronal.

Bien entendu, le rôle moteur des luttes des grosses entreprises garde toute son importance. Mais elles ne sont plus isolées. Elles retrouvent, du coup, le sens de cette démocratie ouvrière qui a fait souvent défaut dans nombre de grandes batailles passées.

Chaîne après chaîne, atelier après atelier, usine après usine, bureau après bureau, les travailleurs réapprennent, face aux patrons et à leur système d'encadrement disciplinaire et hiérarchique, à lutter pour leur émancipation totale et non plus seulement pour un meilleur salaire. La lutte politique pour une transformation révolutionnaire de la société capitaliste apparaît de plus en plus clairement aux yeux d'un nombre croissant d'entre eux.

Les exigences de hausses non hiérarchisées ses salaires ; les lieux de travail occupés alors que l'on sait que les CRS vont

intervenir ; le caractère illimité des grèves, reconduites par les AG quotidiennes ; l'organisation de la rupture des cadences ; la popularisation des luttes par les comités de soutien ; les exigences de maintien dans l'emploi contre les licenciements, défendues collectivement ; les grèves dures des ouvrières ; les grèves profondément démocratiques des travailleurs immigrés (constamment soumises aux provocations fascistes-racistes), pour les salaires, les conditions de travail, mais aussi pour le logement ; le besoin d'expliquer aux autres travailleurs de l'usine, du quartier, de la région, des autres usines, du trust, etc., pourquoi l'on se met en grève ; le besoin d'informer, de s'informer, de discuter, alors que le capitalisme, sa presse font tout pour bloquer l'information sur les luttes des travailleurs ; la mobilisation des paysans-travailleurs, producteurs de lait, véritables salariés des industries de transformation des produits alimentaires, etc., tout cela exprime largement la prise en main par les travailleurs de leur sort.

Cette prise en main est démocratique et dépasse les revendications corporatistes. Elle pose les jalons qui permettront de construire une véritable unité populaire, assumant non seulement le mécontentement du peuple à l'égard du système capitaliste, mais assumant aussi ses propres contradictions. La carte ci-contre n'illustre pas l'ensemble des conflits sociaux. Il s'en faut de beaucoup. Elle est là pour mieux informer sur la grande combativité de l'ensemble des travailleurs. Si elle peut être aussi un encouragement, alors nous aurions atteint une plus grande ambition. Elle comporte peut-être des erreurs, elle est imprécise sur certain conflit (nature, durée, etc.). Mais il n'est pas facile de soulever la chape du silence de plomb que maintient le plus souvent la presse sur les luttes des travailleurs et leur sens.

Un dernier mot enfin : cette carte fait le point aux alentours des derniers jours du mois d'octobre. Il est malheureusement difficile d'être plus précis. Avec l'aide des militants et de l'ensemble des travailleurs, nous pourrions sans doute faire mieux.

Michel CAMOUIS ■



Beauvais. Novacel (textiles artificiels).
1.800 ouvriers. Grève et occupation depuis le 23 octobre. Augmentation des primes de postes. La direction a demandé l'expulsion. Refusée par le juge (cela doit être remarqué).

Billancourt. Renault.
Fonderie carter-cylindre. 500 OS en grève — 70 % de travailleurs immigrés — du 24 au 29 contre les cadences. Obtiennent personnel supplémentaire et paiement intégral prime de décembre.
Perforatrice : 40 employés en grève généralisée après grèves perlées. Salaire en classification (depuis le 30 octobre). Techniciens (ordinateur). Grève depuis le 30 octobre.

Brest puis Morlaix. EGF.
En grève pour renforcement des effectifs, depuis le 30 octobre.

Saint-Carreu Big Dutchman.
Trust hollandais (matériel agricole). Grève depuis le 6 septembre. Menace de licenciement sur 45 ouvriers. 75 centimes pour tous.

Plemet Kaolins dépend de la SGPR (10 usines).
120 salariés.
En grève depuis le 25 septembre. Réclament 80 centimes pour tous. Blocage partiel et périodique.

Lorient. Bonneterie Corlay.
Ouvrières en grève illimitée. Blocage de l'entrée.

Paris. Office HLM (gestion technique).
Du 9 au 24 octobre, 30 personnes en grève pour une véritable gestion au service du peuple du logement locatif.

Saint-Nazaire. Babcock-Atlantique.
300 ouvriers du montage extérieur en grève, ont obtenu une réduction du temps de travail de 47 heures à 40 heures, sans réduction de salaire. Réclament le 13^e mois et 5^e semaine de congés.



Villeneuve-le-Roi. Balency et Shull (bâtiment).
150 travailleurs immigrés. Depuis le 30 octobre pour protester contre l'expulsion de leurs logements.

Surgère.
92.000 producteurs de lait de Poitou-Charente veulent passer à l'action directe (23-10). Pour augmentation prix du lait. Contre l'exploitation de l'industrie capitaliste.

Lacq. SNPA (Pétrole)
1.000 salariés d'octobre. Contre les licenciements des établissements Bayonne.

es luttes

Douvrin. Française de Mécanique (filiale Renault-Peugeot). 1.300 ouvriers. Depuis le 23 octobre. Réclament prime de 150 F (moteur de la 104). Alignement des salaires avec Renault-Douai (20 % supérieurs).

Ezons et Blanc-Mesnil. Boulangerie Duroi-Jacquet. 80 ouvriers de fabrication. Réclament 10 %. Prime fixée pour les vendeurs. Provocations de la CFT. Grève du 23 au 30 octobre. Reprise dans la confusion.

Gennevilliers Fermat. En grève depuis le 3 octobre. Réclament 40 centimes, 13^e mois. Ont déjà obtenu les 40 heures.

Paris. Danzas, transport (manutentionnaires, conducteurs, etc.). 300 salariés. Grève depuis le 16 octobre. Salaires, primes de nuit et 13^e mois.

Paris. Confection Esders. Mouvements depuis le 25 octobre. Menaces de licenciement pour 400 ouvriers et employés de fabrication.

Nancy (ramassage). Depuis 23 octobre. 75 éboueurs en grève (travailleurs immigrés). Salaires et logement.

Troyes. Fenwick (mécanique). 1.000 ouvriers. Grève le 12 octobre pour alignement des salaires sur l'usine de Saint-Ouen (23 % de différence).

Wittelsheim. MOPA (Potasse d'Alsace). 8.500 salariés. Grève, et occupation depuis le 24 octobre. Réclament augmentation salaires et primes. 4 jours de repos en plus pour 1973. Grille unique des salaires.

Lyon, Venissieux, Saint-Priest. Plusieurs milliers d'ouvriers en grèves tournantes avec popularisation depuis 2 mois, manifestations d'usines, de rue, en délégations massives. 200 F pour tous. Mouvement à l'usine Berliet de Bourg.

Lamastre. Trigano. Grève du 11 au 23. Réintégration d'une ouvrière licenciée. Solidarité usines du groupe à La Roche et Tournon.

Fos. Chantier Solmer. 3.000 ouvriers (de très nombreux immigrés) multiplient les débrayages pour de meilleures conditions de travail (nombreux accidents du travail).

Narbonne. Comurex (raffinage d'uranium). 260 salariés. 160 ouvrières en grève depuis le 6 octobre. 150 F pour tous. 40 heures.

Marseille. Grands travaux de Marseille. Une bonne moitié des salariés (1.600 en tout) en grève : primes et conditions de travail du chantier Ugine-Kuhlman.

Cahors. Laiterie Solavert. Occupée depuis le 23 octobre par 600 producteurs de lait. Le lait ramassé est stocké. Pour augmentation du prix du lait.

Agen. Fonderie de Pont du Casse. Débrayages de 4 heures depuis le 23 octobre. Salaires et conditions de travail.

Aubusson MEMC (matériel électrique et mécanique du Centre). 70 salariés. Grève sur le tas depuis le 16 octobre. Contre les licenciements. 0,30 F pour tous.

Marseille. Réparation navale. 8.000 ouvriers en grève sur les chantiers depuis le 27 octobre. Conditions de travail et salaires.





● On expulse encore

Le 25 octobre dernier les habitants du 15, avenue Victor-Hugo à Charenton, travailleurs immigrés pour la plupart, ont pu lire la note suivante : « Dès le 30 octobre, l'immeuble devra être évacué par tous les locataires. Dès à présent nous n'assurons plus la sécurité de l'immeuble. » Cinq jours de préavis ! Les promoteurs sont rapides comme on le voit à Charenton. D'autant que dès le 2 novembre les démolisseurs étaient à l'ouvrage. Devant une telle situation un des habitants porte plainte et prévient la presse. L'APC ayant pris des photos et l'affaire commençant à faire quelque bruit, voici, ô surprise, que le commissariat accepte la plainte tout en lui déconseillant fortement de continuer à prévenir des journalistes. Actuellement les démolitions sont stoppées. Reste à savoir jusqu'à quand. La solidarité entre travailleurs français et immigrés a été jusqu'à présent efficace malgré les tentatives de division du style : « Retirez votre plainte et nous vous trouverons un logement. » Mais il faut organiser rapidement une résistance plus large si l'on veut éviter que soient une nouvelle fois expulsés de leur logement de nombreux travailleurs.

Un détail : le député du coin est M. Grotteray. Qu'attend-il ce cher homme pour mettre en application les préceptes de son chef Giscard sur « la qualité de la vie » ?

● On expulse toujours

28 octobre, 6 heures du matin : un groupe de travailleurs immigrés est expulsé manu militari du logement qu'ils occupent. Il s'agit d'un hôtel situé à Suresnes, à l'intérieur du secteur des usines Fiat Unic. La direction de l'usine a obtenu en justice un arrêté d'expulsion.

Mais les conditions dans lesquelles se déroule l'exécution de cet arrêté méritent d'être racontées.

Avant 6 h, toutes les issues de l'hôtel sont bouclées par la police. A 6 h, des hommes en bleu de travail, dont certains portent l'insigne Fiat-Unic, envahissent les lieux et saccagent tout le local, démolissent portes et fenêtres, cassent tout dans les chambres. Il ne reste plus aux travailleurs immigrés qu'à grimper dans les cars de police avec leurs valises, direction leur nouveau « foyer », des baraquements sur un terrain vague de Gennevilliers.

Toutes nos félicitations à M. Marcellin et à la direction de Fiat-Unic pour la remarquable coordination et l'efficacité de leurs services respectifs.

● Maxéville : Respectez les ouvriers

Maxéville, une commune de la banlieue de Nancy, vient de voir se dérouler deux mouvements de grève dans deux usines : la Grande Chaudronnerie lorraine et IRBA. Deux actions qui, comme le disent les UD, CGT et CFTD, « doivent amener tous ceux qui subissent les mêmes conditions d'exploitation, à renforcer leurs syndicats, à s'organiser pour que partout... on respecte la dignité des travailleurs ». La grève de la GCL, par sa durée (4 semaines), par la personnalité du patron (Boileau ; 3^e plus gros actionnaire de « L'Est Républicain » ; ancien responsable du Football-Club de Nancy, qui a sombré sans avoir remboursé les « prêts » de la municipalité ; supporter de Servan-Schreiber lors de sa campagne électorale ; gendre de l'ancien sénateur-maire, ré-

publicain indépendant, R. Pirichard), par l'action syndicale, a été largement popularisée dans la population.

La lutte des travailleurs de la GCL, contre des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité dignes du XIX^e siècle, pour des meilleurs salaires, pour le respect du droit du travail et des libertés syndicales, c'était aussi la lutte contre un patronat rétrograde et arrogant qui s'appuie sur la complicité des pouvoirs publics et sur ses relations politiques. Notre parti est intervenu d'abord par l'action de ses militants dans les deux syndicats et aussi par la diffusion d'un tract appelant à la solidarité avec les travailleurs de la GCL.

Le mouvement revendicatif, chez l'IRBA (menuiseries métalliques industrielles, groupe Pêchiney, grand patron : Damelon, ancien préfet à Nancy), plus bref, fut riche d'exemples autant par ses causes que par son déroulement.

Un gréviste raconte :

« Le jeudi matin 12 octobre, à l'ouverture des portes, la presque totalité des ouvriers (95 %) refusent de pointer. On en avait assez de voir la carence de la direction : depuis le 22 septembre qu'un cahier de revendications avait été déposé (évolution de la mensualisation vers le statut unique ; suppression du pointage ; échelle unique du manoeuvre à l'ingénieur), les rencontres de négociations se sont succédé sans résultat suivies immédiatement de débrayages d'une demi-heure pour information et suite à donner au niveau de l'action. »

« Alors on a décidé, le mercredi 11, après un nouvel échec, de passer à l'action, le lendemain en refusant de pointer. Le jeudi, pas d'incident. Le vendredi même chose, même rapport de forces (95 % chez les ouvriers) ; les mensuels, eux, ne pointant pas, ne se sentent pas « concernés ». Le samedi, l'usine étant fermée, épreuve d'intimidation auprès des femmes des travailleurs qui reçoivent une lettre d'avertissement pour les époux (sic !). »

« Le lundi, toujours pas de pointage ; l'action continue. Mais le délégué syndical, lui, a reçu deux lettres, une comme l'ensemble du personnel, et l'autre de 3 jours de mise à pied avec effet immédiat. L'inspection du travail alertée, ne veut absolument pas se mouiller dans ce conflit et surtout pas se mesurer à Pêchiney. »

« La réaction du personnel est immédiate : on se met en grève par solidarité avec le délégué. La section syndicale CFTD négocie la réintégration du DS ; rien à faire. La direction a décidé de faire un exemple, d'appliquer la loi anticasseurs. Mais cela ne réussit pas, elle se casse les reins sur la fermeté des travailleurs qui ne reprendront le boulot qu'en même temps que le délégué quand celui-ci a fini de purger sa peine. »

« Le cahier de revendications est toujours posé ; nous le reprendrons lorsque le PDG Damelon viendra à Maxéville début novembre. L'action continue, le combat n'est pas terminé. »

Et le camarade ajoute :

« Il faut souligner le magnifique élan de solidarité de tous les travailleurs qui se rappelleront longtemps la haie d'honneur faite au délégué syndical, depuis la barrière jusqu'aux vestiaires, en passant devant le bureau de la direction, et en chantant l'Internationale. »

Correspondance ■

● Villieu : le fossé

Après 4 semaines de grève, une centaine de travailleurs immigrés reprennent le travail à la CIAPEM-BRANDT de Villieu, dans l'Ain.

Ils ont obtenu : l'augmentation des bas salaires (entre 0,10 F et 0,70 F), l'embauche d'une infirmière et la promesse d'une amélioration des conditions de logement. Tous ces résultats étaient acquis au bout de 15 jours de grève. Le

conflit s'est prolongé 12 jours encore pour faire triompher leurs revendications principales :

— augmentation de 1 F pour tous, — indemnité de grève.

On ne peut donc pas crier victoire. Les travailleurs ont toutefois conscience d'avoir accompli un grand pas dans la prise de conscience collective.

Villieu est un petit village de l'Ain, 800 habitants. La fonderie est la seule entreprise. Elle emploie environ 230 ouvriers, dont 110 immigrés algériens et tunisiens, et à peu près autant de Français.

Les travailleurs immigrés sont logés ensemble dans des baraquements près de l'usine, pratiquement coupés de la population du village. Toutes les conditions existent à l'entretien d'un fossé entre travailleurs français et immigrés : — ces derniers sont « parqués » — ces derniers y sont « parqués » ensemble et à l'écart, — bien que subissant les mêmes conditions de travail, l'ouvrier français gagne souvent jusqu'à 1 F de plus de l'heure,

— enfin, étant en grande majorité d'origine rurale, bien des travailleurs français se font un petit « à côté » (jardinage, entretien de propriétés, etc.).

Correspondance ■

● Sedan : un bilan

Foseco, Usinor, et Vallourec. Pendant trois semaines, plusieurs conflits sérieux ont été menés dans la région de Sedan. Depuis le 16 octobre, ces grèves sont terminées : des succès, mais aussi des points noirs qu'il ne faut pas cacher. Notre correspondant fait le bilan.

Le patronat a partout essayé de diviser les travailleurs en lutte, mais d'une manière différente :

● Chez Foseco : les cadres et agents de maîtrise ont fait bloc contre le comité de grève ouvriers-employés, un affrontement physique a même eu lieu. Heureusement l'unité ouvrière a résisté à toutes les pressions, et les travailleurs de Foseco ont obtenu une augmentation uniforme de 25 F (20 au 1^{er} octobre, 5 au 1^{er} janvier).

● Chez Usinor : la direction a tenté de diviser là aussi les travailleurs, mais cette fois, en jouant sur l'opposition grévistes-chômeurs techniques. Nos militants dans l'entreprise ont démasqué le piège en assemblée générale, ce qui a permis aux fondeurs lingotiers d'obtenir — outre une augmentation de salaire — une réduction de la durée du travail : les 40 heures effectives. Incontestablement, l'organisation capitaliste du travail en a pris un coup : ce retour effectif aux 40 heures pour les fondeurs d'Usinor va sûrement faire tâche d'huile à court terme dans la région — les feux continus, ras le bol !

● Chez Vallourec enfin, la direction a essayé d'opposer les grévistes à leur propre famille en envoyant aux femmes une lettre « d'information ».

Trois conflits, trois ripostes patronales différentes qui n'avaient d'autre objectif que de briser l'unité ouvrière. Cette unité ouvrière pourtant aurait pu être élargie en créant un soutien dans toute la ville — c'est ce que proposait la section PSU de Sedan dès les premiers jours. Le projet a échoué. Pourquoi ? Le Comité de défense de l'emploi et des libertés, chapeauté par la municipalité de « gauche », et qui regroupe les formations politiques et syndicales de la ville, n'a pas pu prendre l'affaire en charge : en effet, le PC et la CGT ont mis en préalable la présence de la Ligue communiste, et forts de cet alibi, ont quitté la séance.

Le PS proposait une médiation préfectorale ! La CFTD attermoyait. Bref, devant l'impossibilité de faire quoi que ce soit dans un comité cartellisé, le PSU a décidé de s'en retirer.

La municipalité de « gauche » malgré la proposition d'un de nos camarades, a refusé de se mouiller : « nos » travailleurs sont en lutte, c'est bien, mais on ne peut rien faire !

Enfin, la Ligue communiste, faisant preuve d'un volontarisme forcené comme chacun le sait, a voulu organiser son propre comité de soutien en commençant par une quête sur le marché de Sedan : maigres résultats de ces « bonnes sœurs rouges » et surtout colère des travailleurs d'Usinor et de Vallourec... qui n'avaient pas été consultés !

Ces luttes ont donc permis de vérifier que le réformisme ou l'opportunisme de gauche mènent toujours à la faillite. Un comité de soutien ne peut fonctionner réellement que s'il est sous la direction des travailleurs en lutte : la section de Sedan n'a pas cessé de le répéter. En attendant, ces idées pénètrent profondément au sein de la classe ouvrière ardennaise comme en témoignent les derniers conflits.

Correspondance ■

● Côtes-du-Nord : pas de revanche pour les patrons

[Big Dutchman : après huit semaines de grève, les travailleurs ont repris le travail ce lundi matin, après des négociations victorieuses. A Plémet, aux Kaolins, le conflit se poursuit pour la septième semaine consécutive. Nos camarades des Côtes-du-Nord nous ont adressé cet article d'analyse en fin de semaine dernière, au moment où les négociations battaient leur plein.]

A Big Dutchman, cette négociation représente déjà un recul important du patronat, alors que la « décision » de fermer l'atelier de montage (de matériel avicole) avait été donnée pour acquise il y a déjà un mois. Les camarades participant aux premières collectes de soutien s'entendaient dire par certains passants qu'ils sollicitaient : « Big Dutchman ? Mais la grève n'est donc pas finie ? Je croyais que c'était fermé ».

Comment cette première victoire sur un trust dont la direction commerciale est en Hollande et les vrais patrons en Amérique a-t-elle pu être obtenue ? Par la détermination des grévistes eux-mêmes, qui ont campé jour et nuit devant les portes de l'entreprise, par groupes de 8 ou 10. Mais aussi par l'écho que leur grève a rencontré grâce aux efforts de certaines organisations.

Outre les nombreux comités de soutien le PSU a pu susciter la formation d'un « comité de défense des libertés » pour empêcher l'atteinte au droit des travailleurs que représentait ce licenciement pour fait de grève. A ce comité ont adhéré : le PSU, la Ligue communiste, le PCB, l'UD-CFTD, le MRJC, le CDJA, les Amis de Politique Hebdo, l'Ecole Emancipée, l'ASF, les comités lycéens, l'UD-FNMIP, l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés, le comité faim et développement (1). Le PCF et les organisations qu'il influence n'ont même pas répondu à notre invitation. Le PS a hésité, mais s'est finalement retiré (il faisait partie du comité de soutien au Joint Français). L'Union démocratique bretonne (section de Saint-Brieuc) a participé pendant

(1) PCB : parti communiste breton - ASF : association syndicale des familles - FNMIP : fédération des malades, infirmes et paralysés.

quinze jours mais s'est désistée ensuite, se remettant dans la ligne d'une organisation qui tient à avoir de bons rapports avec le PCF.

Le patron local, Trémel, a dû se résigner à discuter avec les délégués non sans tenter de discréditer les grévistes en se plaignant de l'intervention d'éléments extérieurs. Dans la nuit du jeudi au vendredi, les gardes mobiles ont même bouclé le village de Saint-Carranc de 11 h 30 à 3 heures du matin, et le piquet de grève a vu arriver Trémel à la tête des policiers. Le premier braquait une lampe électrique au visage des présents, et un garde leur réclamait leurs papiers, tandis que les autres les menaçaient de leurs mitrailleries. Rarement la collusion entre le patronat et la police n'a été aussi évidente ! Dans la journée qui a suivi, des cadres et quelques jaunes ont tenté des provocations et des expéditions punitives sur des grévistes isolés, mais sans grand succès.

A Plémet, le bourg est plus important et l'entreprise des Kaolins est très ancienne. Le soutien de toute la population, commerçants compris, a joué un rôle déterminant, coordonné par le comité de soutien. Jeudi dernier quand une centaine de gardes mobiles est arrivée pour faire évacuer l'usine, on a sonné le tocsin. Finalement, l'affrontement entre les forces de l'ordre et la population s'est borné à des bousculades et un ou deux coups de bâton, grâce à la promesse que les négociations reprendraient le vendredi après-midi. Les deux grèves de Big Dutchman et de Plémet sont apparues très liées dans leur origine et leur développement. Les grévistes de Plémet ont d'ailleurs donné un exemple remarquable en allant renforcer les piquets de grève de Big à Saint-Carranc. Bien qu'organisé à Plémet le meeting de samedi valait pour les deux conflits. C'était aussi un épisode de la lutte que les travailleurs bretons ont entreprise contre la super-exploitation dont ils sont les victimes.

Ce n'est pas encore cette fois que le patronat pourra prendre sa revanche du Joint Français.

CORRESPONDANCE ■

● Michou la colère

Le 2 novembre M. Debré, ministre de la Défense nationale venait visiter les installations militaires de « l'île Longue », sanctuaire des sous-marins atomiques.

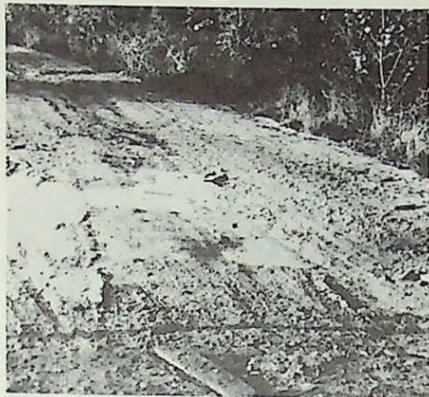
Debré voyant les travailleurs de l'île Longue, balssa la vitre pour leur faire un signe amical. Ce fut pour lui l'occasion de se rendre compte de l'estime dans laquelle le tient le personnel dépendant de son ministère. Aux slogans rappelant des revendications syndicales se mêlèrent d'autres expressions plus viriles attaquant directement le cynique personnage qui gère une politique absolument opposée aux intérêts des travailleurs. A l'issue du repas la scène recommença lorsque Debré se retrouva, de par le déroulement de sa visite devant les 90 retardés. Dans le cortège officiel c'était l'affolement et l'indignation. Un conseiller du ministre faisant même « un bras d'honneur » aux manifestants. Les flics maritimes furent requis pour relever l'identité de 87 travailleurs, qui de par leur décalage horaire étaient à nouveau bloqués, faute de cars. Les sanctions ne tardèrent pas : le lendemain le directeur de l'arsenal convoqua les responsables syndicaux. Comme à chaque conflit il était dans une colère folle. Il leur communiqua les décisions tombées du cabinet du ministre : 5 travailleurs choisis dans la liste des 87 devaient être interdits de séjour à l'île Longue dans un premier temps (ils sont affectés à l'arsenal de Brest) en attendant la sanction qui sera prononcée.

Section PSU de Brest.

RER : le luxe et le confort s'arrêtent à la Défense

Le R.E.R., vous avez entendu parler ? Un super-métro, luxe-confort-musique douce et tout et tout. Une grande belle réalisation du régime, quoi ! Ecoutez un peu, bonnes gens, ce qu'en pensent les usagers de Levallois, Clichy ou Asnières qui empruntent chaque jour le tronçon Défense - St-Germain...

— 3 —



Les cars étant partis, il ne nous reste plus qu'à faire plus de 2 km à pied sur le boulevard Bellerive. La rive, on ne sait pas où elle est car, les jours de pluie, on a plutôt l'impression qu'on marche dans un fleuve de boue.

— 4 —



Alors, on se demande si c'est pas pour se foutre de notre gueule que Baumel, le maire UDR de Rueil, a fait installer un énorme panneau de bienvenue chez lui aux voyageurs du RER. Evidemment, on pourrait aller chercher le RER à Aubert. Mais tous les usagers n'habitent pas près d'une bouche de métro. Et puis, quand on gagne un petit salaire, on regarde à deux fois avant de prendre un ticket combiné métro-RER à 13,50 F, plutôt qu'un ticket SNCF-RER à 7 F.

— 2 —



Sur le quai du RER, l'attente sera des plus pénibles par mauvais temps. Les jours où il pleuvra, il faudra s'attendre à ce que plus d'un voyageur trempé jusqu'aux os tombe malade car aucun abri n'a été prévu. Une fois arrivés à Rueil, une dernière surprise nous attend au terme de notre marathon matinal : les cars des sociétés venus nous chercher pour nous conduire au travail ne sont plus là. Avec les correspondances mal établies ou inutiles comme celle de Bécon, nous finissons par avoir du retard !

Les usagers des transports qui ont réalisé cet article exigent que les Pouvoirs publics et les sociétés du RER et de la SNCF donnent satisfaction à leurs revendications :

- Suppression du changement inutile à Bécon.
- Installation d'un escalier plus large et mécanique à Nanterre-Université pour le changement SNCF-RER.
- Aménagement d'abris sur le quai à Nanterre-Université.
- Suppression des wagons de 1^{re} classe, toujours vides.
- Instauration de la carte de transport unique payée par les patrons.

SNCF AVIGNON une place - forte



La grève de 24 heures du vendredi 20 octobre — grève « d'avertissement » — a été fortement suivie à la gare d'Avignon. Place forte de la colère des cheminots français, Avignon a fait une fois de plus la démonstration que cette gare possède des éléments combattifs capables de se définir, de se battre, mais il reste quelque chose de confus derrière cette extraordinaire combativité.

UN verrou syndical semble bloquer cet ensemble de militants. Nous en avons eu la preuve à la prise de parole durant le rassemblement qui s'est tenu au dépôt d'Avignon le vendredi 20 octobre à 11 heures.

Un gars prend la parole au bigophone, il prononce quelques phrases, unité, grève, hausse des prix ; tout cela n'est pas dit très clairement, visiblement le gars n'est pas à l'aise. Celui qui prend le relais, c'est beaucoup plus, c'est René Firmin, délégué syndical de la CFDT, son intervention est nettement plus claire que celle de son prédécesseur ; en présentant le point de vue de la CFDT ce dernier met en garde à la fois la direction de la SNCF et le gouvernement, mais aussi, oh ! surprise, les fédérations syndicales pour que ces dernières soient sans faiblesse dans les discussions à venir. Il faut reconnaître que le PSU est pour quelque chose dans cette prise de position. En effet, à la réunion CFDT précédant cette prise de parole, un militant PSU, membre de la CFDT, a demandé que cette mise en garde de la base face « aux appareils » soit mentionnée. Le mot « appareil » n'a pas passé bien sûr, mais nous trouvons à la place celui de « fédérations », c'est déjà ça !

Le verrou

Suite à cette intervention de la CFDT très applaudie, voici qu'arrive sur l'esplanade des « appareils », le délégué CGT au dépôt d'Avignon, Peyremorte, membre du PCF, et tout de suite tout éclate au grand jour. Voilà le verrou, voilà celui qui représente l'énorme machine de la CGT à la gare d'Avignon, celui en qui les cheminots ont confiance et qui se fait écouter d'eux : c'est lui qui dit : « Camarades, mettons-nous en grève », et c'est lui qui dit aussi : « Camarades, reprenons le travail ».

Le camarade Peyremorte est vraiment une image de la réussite de l'appareil du PCF et de la CGT, il parle bien le camarade, sans papiers, il sait trouver les mots qui touchent la sensibilité des participants à la réunion. Il est dur vis-à-vis de la direction et du gouvernement, il met en garde toutes les centrales syndicales d'avoir à respecter leurs engagements de poursuivre leurs actions dans « L'UNITÉ », tout cela en termes clairs, nets et précis (Séguy n'aurait pas mieux fait !).

Nous, militants PSU, nous voulons bien croire le camarade Peyremorte sur ses bonnes paroles, mais nous posons les questions suivantes :

1. La base a-t-elle été consultée sur cette grève d'avertissement ?
2. Pourquoi seuls les « appareils » syndicaux ont-ils eu droit à la parole au cours du meeting ?
3. Jusqu'où la CGT est-elle capable d'aller pour que soient satisfaites les revendications des cheminots ?

Nous, militants PSU, considérons que la gare d'Avignon, présente, en tant

que potentiel de militants combattifs, toutes les garanties pour édifier par les cheminots eux-mêmes la base d'une action révolutionnaire comme il en existe peu en France. Mettons en garde les organisations syndicales de cette gare de ne pas recommencer les erreurs des grèves de 68 et de 71.

Unité de classe

Le mouvement cheminot ayant retrouvé depuis fort longtemps « l'unité » des syndicats, ces derniers se doivent d'aider à édifier « l'unité de classe » afin que tous les cheminots puissent s'exprimer librement et se battre contre nos ennemis communs : la direction et le gouvernement.

Un militant PSU de la gare d'Avignon ■

Vautour : la chasse continue

A Chevry 2, on continue de bien s'amuser en luttant contre le Vautour de Balkany.

Le combat a même des répercussions internationales puisque Nuovelle 2000, sorte d'Ici Paris italien, se fait l'écho des « menaces de mort » dont celui-ci se prétend l'objet. Sa femme Gabrielle de Savoie est, paraît-il, très inquiète... Le tout assorti d'une interview totalement inventée illustrée d'une photo d'un M. Maurice Bonnet qui se fait passer pour un animateur du comité « anti-Vautour » alors qu'il est totalement inconnu au bataillon... On n'a pas fini d'en rire à Gif-sur-Yvette. En dehors de ces péripéties le combat continue et marque des points : le conseil municipal de Gif a obligé par 10 voix contre 9 et 4 abstentions le maire à porter plainte pour publicité mensongère contre Balkany. ■

INJURES A L'ARMÉE

Sedan : Sept inculpations la semaine dernière pour activités antimilitaristes. Des chefs d'inculpation très graves : injures à l'armée, provocation de militaires à la désobéissance, provocation au meurtre, injures envers le ministre d'Etat chargé de la Défense nationale, injures envers un lieutenant-colonel, etc. Les faits : une affiche caricaturale représentant (sous le titre « les jeunes s'unissent, l'armée s'effondre ») un lycéen, un ouvrier et un bidasse frappant sur l'occiput d'un personnage galonné. Et une inscription murale : « Vallin, salaud, le peuple aura ta peau » (c'est le colonel du 12^e RC de Sedan). Derrière ce prétexte, la volonté de « casser » un groupe antimilitariste actif dans la région de Sedan. Un comité de soutien s'est constitué.

Correspondance. ■

La victoire de Mc Govern...

... et celle de Nixon

A l'heure où vous lirez ces lignes, RICHARD MILHOUS NIXON se sera certainement succédé à lui-même comme trente-sixième président des Etats-Unis. A moins d'un miracle. Et pourtant, les premiers succès, les premiers fruits de cette campagne électorale sont la victoire de George McGovern...



A.F.P.

de gouverner à long terme la société qu'elles dominent, que celles de la vieille Europe.

La chance de ceux qui luttent

Nixon réélu? Et après? Il ne peut plus faire n'importe quelle politique. Quel que soit le nombre des voix qui se seront au bout du compte rassemblées sur le nom du sénateur du Dakota malgré ses ambiguïtés et ses faiblesses, il y a là un courant qui se préoccupe collectivement de l'avenir des Etats-Unis et que nul président ne pourra ignorer.

Nixon fera d'une manière ou d'une autre la paix parce que l'Amérique ne peut pas rester embourbée au Vietnam à l'heure où le monde bouge, au moment où elle est confrontée à une nouvelle étape de sa croissance comme chef de file de l'impérialisme mondial. Et la vraie chance de ceux qui, aux Etats-Unis, luttent contre cet impérialisme, malgré leur défaite électorale, est qu'à toutes ces questions, Richard Nixon ne peut apporter de réponse.

THIERRY MORUS. ■

(1) Cf. Claude Julien, Le monde diplomatique, nov. 68.



APU

PAR un de ces retournements dont l'Histoire a le goût et le secret, l'adversaire malheureux de John F. Kennedy est sur le point de mettre fin à la guerre que le jeune, souriant et libéral président assassiné à Dallas avait largement contribué à commencer. Mais c'est contraint et forcé que Nixon mettra fin à la guerre. Par le combat héroïque du peuple vietnamien, d'abord et bien sûr. Mais faut-il pour autant négliger l'impact du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis même — impact pour lequel les prises de position énergiques des libéraux de toujours comme McGovern n'ont pas été sans importance?

En 1968, le thème de la paix au Vietnam était entré comme par effraction dans une campagne électorale d'abord dominée par la faillite de l'administration Johnson, au Vietnam certes mais aussi sur le plan de la « loi et l'ordre ». L'exigence de paix était le fait de poètes douteux comme le sénateur McCarthy, de marginaux chevelus ou d'universitaires semblables à ces « mabouls intellectuels » dont parle un ministre bien de chez nous. C'est McCarthy, candidat à la candidature démocrate qui avait largement obligé Humphrey et Robert Kennedy à parler de paix. Nixon lui, électoralement du moins, songeait encore à la victoire dans l'honneur... Aujourd'hui, l'impératif pour les deux candidats est de définir une politique pour sortir aux moindres frais du bourbier vietnamien. Cette victoire est celle du G.R.P. et de la R.D.V.N. : c'est aussi un peu celle de McGovern, qui a fait de la paix le thème central de l'enjeu électoral (1).

Une nouvelle étape diplomatique

La diplomatie américaine a toujours balancé entre la « politique du dollar » et celle du « gros bâton » : l'impérialisme feutré des relations économico-culturelles ou l'intervention directe. La première manière était plutôt le fait des présidents démocrates, la seconde des présidents républicains. Aujourd'hui

d'hui Richard Nixon revient de toute évidence, notamment sous l'influence habile d'Henry Kissinger, à la diplomatie négociée : de Pékin à Moscou, des Açores au Japon, c'est un président républicain qui fait une politique jusque-là préconisée plutôt par les démocrates. On dira : seul Nixon (au passé anticommuniste solide) pouvait se permettre d'accepter les concessions auxquelles il a été contraint en Asie du Sud-Est. C'est vrai. Mais il n'en est pas moins vrai que la politique qu'il doit faire n'est pas celle de ses préférences idéologiques. Et c'est aussi un point marqué par McGovern.

Toujours la loi, toujours l'ordre

Sur le plan intérieur, on trouve des phénomènes analogues. Il y a quatre ans, avons-nous dit, le thème central de la campagne était « la loi et l'ordre ». Une campagne pour gens comme Spiro Agnew, Peyrefitte ou Messmer. Aujourd'hui, la chanson revient mais sur un air différent.

D'abord parce que certains « points chauds » ont perdu de leur acuité : le problème racial s'est un peu assourdi, un calme apparent règne sur les campus. La criminalité, en revanche, continue d'augmenter, et il s'est trouvé, parmi l'électorat de McGovern notamment, des gens pour mettre en question la loi et l'ordre, à travers surtout feu le directeur du F.B.I. John Edgar Hoover. Celui-ci est heureusement mort, mais les fiches qu'il a constituées restent.

Et puis les partisans de McGovern ont réussi à poser les termes d'un débat moins simpliste : sur les finalités de la croissance, la pollution, le chômage envahissant. Le débat est sorti des milieux universitaires, au point parfois de provoquer des réactions isolationnistes en retour. Et les classes dirigeantes américaines sont aussi incertaines de leur avenir, aussi incapables

cambodge

Le régime délirant

- fin -

La décomposition de ce régime a été si rapide qu'on oublie aujourd'hui ses chances réelles au départ. Au-delà de l'intervention de la C.I.A. et de l'impérialisme américain, le coup d'état du 18 mars peut être considéré comme la manifestation d'une opposition urbaine au « sihanoukisme ».

Les militaires ont utilisé le réel mécontentement de certaines couches sociales, et pour des raisons les plus diverses et les plus contradictoires :

— l'administration : fonctionnaires mal payés souvent « rabroués » par le régime et qui se sentent barrés dans leur désir de promotion par l'ancienne classe politique ;

— la bourgeoisie : son importance a diminué depuis le départ des Américains ; en fait la seule bourgeoisie vraiment active est « la chinoise » et la bourgeoisie cambodgienne estime,

SIGNERA, signera pas ! Le cessez-le-feu au Vietnam prend des allures de devinette scandaleuse après la volte-face du président Nixon. Kissinger était à Paris vendredi dernier, et sans doute pendant tout le week-end. Il a trouvé des Nord-Vietnamiens encore plus méfiants que par le passé, on les comprend !

A l'origine du refus du président américain, des préoccupations électorales. Nixon a été prisonnier de la propre image démagogique de l'Amérique qu'il a complaisamment développée ces dernières semaines. Une Amérique sûre d'elle-même, décidée « à défendre son honneur ». Malgré les apparences, c'est une large fraction de l'opinion publique qui aurait mal compris « le lâchage » du président Thieu ; d'où le risque d'une élection moins brillante que Nixon n'a pas voulu courir. Se fiant aux sondages, Nixon a estimé que les partisans de la paix, eux, lui faisaient toujours confiance.

Une grande politique

Le président saïgonais a trouvé de bons avocats, parmi les militaires (Westmoreland, bien sûr), mais aussi les hauts fonctionnaires du Département d'Etat (au premier rang, Bunker,

l'ambassadeur à Saïgon). Les disciples de la politique Foster-Dulles ne sont pas tous disparus, et il reste dans l'appareil du gouvernement un fond solide d'anti-communisme primaire.

Sur le fond, sans doute, Nixon n'a-t-il pas changé d'avis : La guerre est désormais plus néfaste que profitable à l'économie américaine ; elle contribue à affaiblir le dollar. Une fraction qui compte de l'opinion américaine (étudiants, journalistes, intellectuels) lui est profondément hostile. Et si le retrait massif des G.I. a calmé bien des esprits, d'autres Américains n'oublient pas complètement que ce sont leurs bombes qui continuent à tuer au Vietnam.

Mais ce ne sont pas là les arguments essentiels qui ont convaincu Nixon d'en finir avec la guerre au Vietnam. En fait, le président Nixon rêve d'un second mandat marqué par une grande politique étrangère : dialogue avec Moscou, négociations sur un certain désarmement, conférence européenne sur la sécurité, et surtout relations de plus en plus étroites avec le monde asiatique. Pour mener à bien cette politique, Nixon a besoin d'être débarrassé du « boulet » vietnamien. Alors, estime-t-il, une Amérique aux mains propres, à l'économie plus saine sera en mesure de parler plus fort et de se faire mieux entendre.

Il y a dans l'attitude de Nixon vis-à-vis du Vietnam, quelque chose qui rappelle celle de De Gaulle vis-à-vis de l'Algérie. C'est pourquoi Nixon finira sans doute, par signer les

accords, conclus avec les Nord-Vietnamiens. Mais son refus du 31 octobre aura cependant des conséquences dramatiques.

Tout d'abord pour les Nord-Vietnamiens, comme pour le monde entier, la parole du président américain est désormais sujette à caution : une mauvaise base pour une grande politique. Et c'est particulièrement grave pour la phase transitoire du règlement du problème vietnamien. Les Nord-Vietnamiens n'avaient déjà guère confiance dans le président américain. Ils n'ont pas oublié l'arrêt des bombardements décidé par Johnson juste avant les élections... Aujourd'hui, c'est pire ! Or les accords conclus pour être véritablement appliqués, supposaient une certaine confiance mutuelle. Dans les conditions actuelles, même s'ils sont signés, ils auront toujours quelque chose de précaire ; ils pourront à tout moment, être remis en question.

Le destin de Thieu

Plus grave. Qu'on le veuille ou non, grâce au président Nixon, Thieu, — « l'homme qui a fait reculer les Américains » —, dispose aujourd'hui d'un pouvoir réel à Saïgon. Il est symptomatique, par exemple, que les neu-

tralistes, — la troisième force qui pourtant existe —, n'aient pas voulu sortir de leur silence.

Fabriqué de toute pièce par les Américains, Thieu croit aujourd'hui à son destin. Il dispose d'une armée suréquipée ; il a réalisé autour de lui l'union sacrée de tous ceux qui ne veulent pas des accords. Et il a, — on ne peut le nier —, réussi à symboliser un certain orgueil sud-vietnamien. Tout en sachant que ses chances sont limitées, à terme inexistantes, il se battra. Dans ces conditions, le désengagement américain ne mettra pas fin à la guerre.

A moins, bien sûr, que pour réparer son erreur, Nixon n'accepte de mettre lui-même fin au rôle politique du président saïgonais. C'est hautement improbable, et en tout état de cause, désormais bien difficile. Nul ne peut savoir si Nixon a agi consciemment ou non. Mais, maladresse ou hypocrisie, Nixon aura, quoi qu'il fasse désormais, laissé passer la chance d'une véritable paix. Les Américains vont se désengager au Vietnam. Certainement pas « dans l'honneur ». Et avant même d'avoir commencé à exister, les grands desseins que l'on prête au président Nixon paraissent bien peu crédibles.

Dans toute cette affaire, Nixon aura pu croire qu'il a fait preuve d'un réel talent de manœuvrier. Il va gagner les élections mais en réalité, lui, et derrière lui, l'Amérique, ont perdu une belle occasion de faire oublier une des plus monstrueuses fautes de leur histoire. ■

à tort ou à raison, qu'elle est favorisée par la politique princière vis-à-vis de la République populaire de Chine ; son mécontentement est entretenu par les milieux d'affaires français surtout depuis que le prince, en nationalisant le commerce et le crédit, a limité le transfert des bénéfices vers la France. Bien que se proclamant « gaullistes », ces milieux d'affaires sont très favorables au retour des Américains, encore qu'une minorité toujours « gaulliste » essaie, par le biais de l'implantation culturelle, de défendre les positions privilégiées de la France dans ce pays ;

— la jeunesse (et une partie de l'élite du pays) représente un véritable potentiel révolutionnaire : une politique de scolarisation poussée inadaptée aux besoins du pays, a entraîné, chômage ou fonctionnarisation de ces jeunes ; cette jeunesse très occidentalisée veut sincèrement le progrès, la démocratie et un changement radical. En temporisant, le régime de Sihanouk, est devenu à ses yeux, un régime rétrograde... ;

— l'armée enfin, est la seule force vraiment organisée du pays. D'esprit peu « militaire », le prince l'a confiée à Lon Nol qui en fait sa chose. A part une minorité d'officiers, formés du temps des Français, le reste souhaite le retour des Américains et regarde avec envie la « belle » armée « bien équipée » de Saïgon.

D'un certain point de vue le 18 mars est la conjonction de tous ces mécontentements. Les militaires ont joué sur le potentiel révolutionnaire, politiquement inemployé, de la jeunesse et sur un antivietnamisme (entretenu par les Français durant toute la période coloniale) latent dans toutes les couches de la population, pour asseoir leur autorité et se débarrasser du prince.

Fasciste, raciste

En trois jours, le régime va gâcher toutes ses chances : en adoptant vis-à-vis des révolutionnaires vietnamiens une attitude intransigeante et brutale, il se démasque : il se proclamait nationaliste, neutraliste, en fait il prend déjà ses ordres « d'ailleurs ». Le 26 mars, les militaires répriment dans le sang une manifestation non violente des paysans. Dans le courant du mois d'avril en massacrant les résidents vietnamiens au Cambodge, il se présente aux yeux du monde comme un régime fasciste, raciste et rétrograde. Le 30 avril, il se félicite de l'intervention des troupes américaines et vietnamiennes au Cambodge. Dans le courant du mois de mai il se satellise litté-

ralement en subordonnant sa survie à la Thaïlande et au Sud Viêt-nam de Thieu.

Nous n'avons jamais voulu cela disent déjà les Cambodgiens les plus sincères. Le nouveau régime promettait à la jeunesse la démocratie et le progrès. En fait de démocratie, il instaure une dictature militaire ; en fait de progrès, son propre chef se prend pour le bouddha vivant et consulte les oracles avant de monter chaque opération. Les disputes entre les putschistes commencent : Lon Nol les élimine l'un après l'autre et fait appel... à Son Ngoc Thanh, homme de paille de tous les régimes « forts » et l'inconditionnel des Vietnamiens de Thieu. C'en est trop pour la jeunesse dont les aspirations ont été flouées, bafouées : le 3 mai 1972 cette jeunesse, enfin, dit « Non » au régime : plusieurs milliers d'étudiants défilent dans les rues de Phnom Penh aux cris de « A bas le gouvernement assassin ! » Une banderole retient particulièrement l'attention : « qu'on ne s'y trompe pas : la jeunesse n'est pas aveugle ».

Vers la victoire

Deux ans après le 18 mars, le spectacle de Phnom Penh est délirant : le régime ne tient que par l'aide américaine et par UNE MILITARISATION forcée du peuple. Le pillage est institutionnalisé, et la loi de la jungle sert d'argument au régime, devient pour beaucoup la seule façon de survivre. Il y a pis : la corruption des mœurs est utilisée par les Américains pour toucher ce qui est le fondement même de la civilisation cambodgienne : la « bonzification » des agents américains est leur dernière trouvaille pour pénétrer dans les pagodes et vivre auprès des moines bouddhiques à tous les échelons. Inversement on assiste à une « évangélisation » poussée des Cam-

bodgiens, parfois le seul moyen pour eux de trouver un emploi dans les milieux américains.

Un tel régime peut-il encore durer ? Longtemps il a misé, grâce à l'intoxication d'une propagande active, sur le manque de crédibilité de l'armée Funkiste. Or depuis un an, aux yeux du monde, cette armée révolutionnaire se bat et se bat seule, remportant une série de victoires d'autant plus impressionnantes que ses armes, son équipement, l'encadrement de ses troupes sont encore loin de lui permettre de mener des offensives de grande envergure. C'est pour cette raison que sa tactique à l'heure actuelle, reste simple : il faut pourrir le régime en livrant une véritable bataille autour des axes de communication. Et dans l'ensemble elle y est parvenue : Phnom Penh ne vit que grâce au riz... thaïlandais, aux dollars et aux vivres américains, et à l'appui des troupes de Saïgon quand elles peuvent le faire. Le slogan « Vietcong agresseur » ne prend plus : comme l'a constaté le journaliste du « Figaro », François Nivolon, en juin 1972, « la situation militaire ne fait que se dégrader alors que la plus grande partie des troupes nord-vietnamiennes basées au Cambodge antérieurement sont maintenant en territoire sud-vietnamien ». Ce qui en clair revient à dire que les revers de l'armée Lonolienne sont imputables à l'action des seuls maquisards cambodgiens.

Et ceci n'est pas passé inaperçu, à Georgetown en août 1972, quand à une très forte majorité, la Conférence des ministres des Affaires étrangères des pays non-alignés décida d'admettre le G.R.U.N.K. comme seul représentant du peuple cambodgien. Cette grande victoire diplomatique n'a fait qu'entériner une situation de fait.

C'est un événement de première importance qui ne fait que préfigurer la victoire finale.

R. SAINT-SERVAN ■



Tchéco-slovaquie : le grand mensonge

Le Jury international contre les nouveaux procès de Prague, jury auquel participe le PSU, vient de publier son dossier n° 1 intitulé « Tchécoslovaquie : répression » (1). Ce dossier est le fruit de ses premiers travaux. Il réunit des textes qui sont tous rigoureusement authentiques. A côté d'articles de presse dont le style et le contenu représentent le lot commun des journaux tchécoslovaques figurent des circulaires et des extraits de textes officiels qui n'ont connu, en Tchécoslovaquie même, qu'une diffusion limitée aux secteurs intéressés. C'est la première fois qu'ils paraissent en français.

Ils montrent qu'il n'y a dans ce malheureux pays pas une seule profession, pas une seule couche sociale, pas une seule organisation qui n'ait fait l'objet des soins attentifs des normalisateurs qui se vengent de leur grande trouille du Printemps 1968. On y voit poindre les bonnes vieilles méthodes des procès truqués qui y trouveront les prétextes juridiques nécessaires. La brochure s'achève hélas sur une information très détaillée sur le procès de l'été, aboutissement logique du grand mensonge juridique qui discrédite le socialisme plus et mieux que n'importe quelle calomnie réactionnaire.

Après les premiers procès et l'éclatant meeting du 26 octobre où nous avons marqué notre solidarité avec nos camarades persécutés en Tchécoslovaquie, il est indispensable de lire et de faire lire ce recueil qui est à lui-même le plus éclatant des actes d'accusation.

Claude Vancour ■

(1) En vente 4 F à la librairie de « TS », 7, rue Borromée, Paris (15^e).

Ah, notre 75 !

Depuis 54 ans, les 11 Novembre se suivent et se ressemblent. Défilés, fanfares en tête aux accents martiaux et revanchards, édiles en service commandé (à droite et à gauche), suivis tristement par les enfants des écoles chantant une « Marseillaise » confidentielle et miaulante... « qu'un - sang - g(u) - impur - abreuve - nos - sillons ».

Dépôts de gerbes au pauvre gars inconnu... celles du député de la municipalité, de l'union cycliste, des joyeux pétanqueurs, la Croix Rouge et les dames patronnesses, l'interminable appel aux morts. 14-18, 39-45, Indochine, Algérie. La minute de silence hypocrite, on accomplit sa bonne action... Les vieux combattants évoquent leurs petites victoires de tranchées (au chemin des dames ou ailleurs). « Ah ! la tranchée 347 »... « et le petit bois triangulaire » !... On continue à jouer à la petite guerre, jusqu'à quand ? Et s'il n'en reste qu'un... Mais tout a une fin : ceux de 14-18 ne seront bientôt plus là. Heureusement, on pourra parler des suivantes. Et bientôt, à bout de souffle, il nous en faudra d'autres. Avec l'ordinateur, on pourra planifier.

Ce théâtre du 11 Novembre se passe devant ces chefs-d'œuvre impérissables de l'art pompier des monuments aux morts, qui font plus penser au jeu de la guerre qu'à celui de la paix, l'idéologie bourgeoise est bien entretenue, merci pour elle !

Les pauvres gars qui ont eu « l'honneur » de se faire massacrer pour une histoire de marchands de canons et de grosses finances, ont seulement droit à une reconnaissance dérisoire d'un mauvais spectacle de marionnettes et en leur mémoire, une association d'anciens combattants organise un banquet... pour en-



tretenir le moral des troupes. Poilus, à la bonne vôtre ! Ah, notre 75, si on ne l'avait pas eu « ce vrai petit bijou » ! En Autriche, on peut voir dans un petit pays, une grange aux murs recouverts des noms de morts depuis plusieurs centaines d'années. Sur la plaque, on peut lire cette simple petite phrase : « LAISSEZ-LES EN REPOS ».

Françoise Claire ■

Levallois : M.J.C. contre municipalité

Le conseil d'administration de la Fédération régionale des maisons des jeunes et de la culture de la région parisienne a décidé la mutation du directeur de la MJC de Levallois. Cette mesure est l'aboutissement d'un conflit qui dure depuis deux ans, le maire de Levallois n'ayant pas cessé de reprocher à M. J. Moreera ce qu'il appelle son « antimunicipalisme ».

M. Moreera ne nie pas que ses opinions politiques — il est membre du PSU — diffèrent de celles du maire. Mais il refuse l'idée qu'une maison de jeunes doit refléter les tendances d'un seul parti, le sien ou celui du maire communiste.

« Notre travail, dit-il, est un travail culturel, la MJC est un lieu de regroupement où toutes les initiatives visant à rendre la parole au peuple et singulièrement à la jeunesse, visant à favoriser sa prise de conscience et son expression autonome, peuvent et doivent se rencontrer dans le plus grand libéralisme. C'est le travail que mes amis et moi-même voulons développer depuis longtemps à la MJC.

C'est ce que nous avons cherché à travers le journal, les diverses animations, les activités de la Maison. Nous nous sommes toujours efforcés d'accorder la priorité à cette fraction du peuple que le capitalisme tente de maintenir avec le plus de force dans le silence : la classe ouvrière, et notamment les travailleurs émigrés de toutes nationalités. »

C'est l'opposition affichée de la municipalité qui a empêché l'équipe de M. Moreera de développer son travail d'animation et de lui donner de l'envergure. Il souhaite que son action soit comprise par la commission d'enquête qui examinera son cas. Il pense qu'un grand débat sur l'animation culturelle à Levallois doit avoir lieu et demande au maire de jouer le jeu sans réticence dans l'intérêt de la MJC et des habitants de Levallois. ■

répression dans l'enseignement

Le livre noir (publié sous couverture blanche !) sur la répression dans l'enseignement paru récemment chez F. Maspéro, possède une grande qualité : être complet. Le mérite des syndicalistes de « l'école émancipée », auteurs du livre, est de présenter la répression sous tous ses aspects, et dans tous les domaines en illustrant leurs propos par l'historique détaillé des cas de répression depuis septembre 1968.

A l'heure où la peur électorale fait tenir à divers dignitaires du régime des propos inquiétants pour la démocratie — ne fut-elle que bourgeoise —, ce livre est un témoignage utile.

Il reste que les « livres noirs » ont le défaut de leur qualité : ils ont tendance à forcer l'éclairage d'un point particulier. Ainsi, la brochure de « l'école émancipée » souligne-t-elle avec raison les exactions policières contre les manifestations, de jeunes en particulier. Mais en donnant à penser par des comparaisons incessantes que le régime Poincaré est un régime nazi et que CRS = SS doit être le maître-slogan des militants socialistes, ce livre incite à une grave erreur d'analyse.

JG ■

(L'école émancipée. La répression dans l'enseignement. Maspéro, 9,50 F.)

Elle est parue

b-a ba

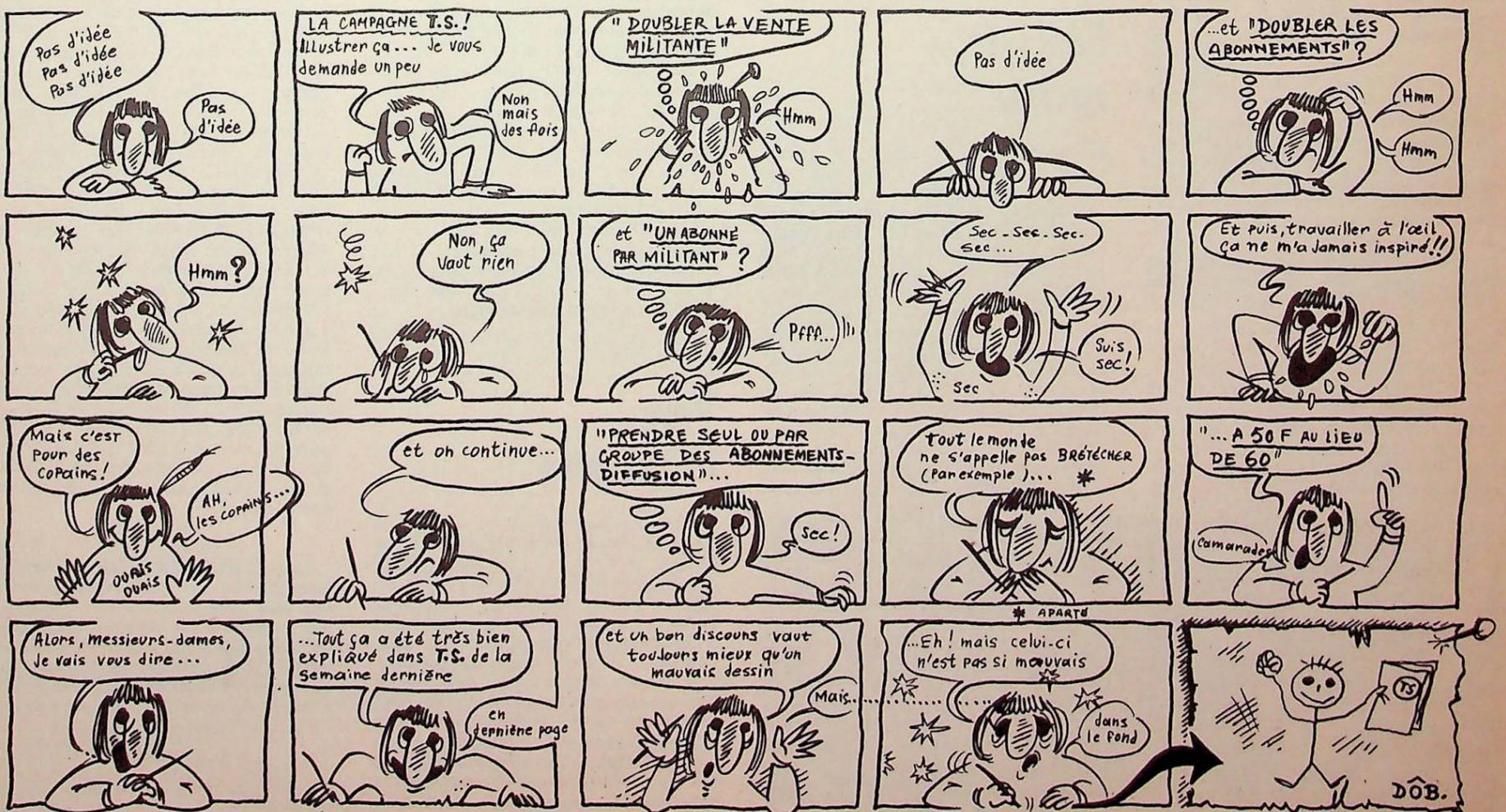


pour le mouvement lycéen



Depuis quatre ans, le PSU cherche à organiser son intervention dans les lycées. Les 25, 26 et 27 mars 1972, les délégués lycéens de toutes les régions se réunissent à Paris pour une « rencontre nationale lycéenne », et confrontaient expériences et analyses. De là est née cette brochure qui ne cherche pas à poser tous les problèmes ni à répondre à toutes les questions, mais présente :

- une brève analyse de l'Ecole,
 - un ensemble de propositions précises pour une stratégie lycéenne,
 - un démontage précis des mécanismes de la répression dans les lycées (à partir des exemples de Louis-le-Grand et de Montaigne), ainsi que des propositions pour une riposte efficace,
 - une définition du rôle que peuvent jouer les groupes PSU de lycéens à l'intérieur et à l'extérieur des lycées.
- (Commandes à adresser à la librairie de « TS », 9, rue Borromée, Paris-15^e.)



Le scabreux acceptable

LE PARRAIN,

un film de F.F. Coppola

La caméra, du début à la fin, est centrée exclusivement sur le « milieu ». Il n'est jamais question de saisir les liens entre le monde de la mafia et l'autre Amérique. Pour les gens visés et pour les autres, le Parrain aurait pu être un fruit empoisonné : il est en fait un produit de grande consommation.

La société Paramount s'était engagée par contrat avec ces messieurs de « l'organisation du crime » à ne jamais mentionner le mot de « maffia », sujet du film. Car le Parrain a une histoire avant d'être. Le projet de film a été l'objet des préoccupations attentionnées de l'organisation qui a imposé ses conditions par ses méthodes ordinaires : menaces de boycott et intimidations. C'est ainsi que le choix des interprètes a été agréé par les maffiosi. Par ailleurs, la préparation de la réalisation et le tournage ont donné lieu à un savant dosage de cachoteries calculées à propos des interprètes d'un roman à succès et de publicité tapageuse. Lors du tournage de scènes en plein New York, les merveilles de la reconstitution cinématographique ont replongé badauds, figurants et acteurs nostalgiques dans le bon vieux temps.

La mafia tout entière

Une caméra en trou de serrure dévoile un monde mystérieux et un peu mythique. Le spectateur intéressé d'abord, est invité à transférer ses velléités d'illégalité dans le personnage qui incarne la mafia tout en-

tière : Vito Corléone (Marlon Brando). Celui-ci est bon papa dans sa famille mais aussi le roi redoutable de la pègre américaine.

Mais en 1945, les temps deviennent difficiles. Le vol, l'extorsion de fonds, le racket syndical, les paris clandestins, le trafic d'alcool et de tabac et la prostitution, ne sont plus les activités lucratives qu'elles étaient avant-guerre.

Il faut se recycler ! Mais papa Corléone se bat. Sa conception de la morale lui fait refuser d'entrer dans le trafic des drogues.

Des gens comme tout le monde

Le film insiste sur le caractère humain des protagonistes. Somme toute, ces truands ont aussi leurs lois, leurs problèmes : ils deviennent des gens comme tout le monde et forcent la sympathie. Le spectateur, aidé par une musique attachante se plonge dans le drame personnel de Corléone.

Le Parrain apporte des éclairages intéressants sur la minorité sicilienne et italienne aux Etats-Unis, et pas seulement sur leur folklore. Il ne reste pas discret sur les moyens employés : meurtres, strangulations, poignardages. Enfin, il est souvent question de la manipulation des politiciens et de la collaboration active de policiers achetés.

Mais le but réel du film est d'annihiler toute distance critique : personnalisation de la mafia à travers un héros homérique, humanisation des truands, idéalisation du monde du milieu, tout cela concourt à rendre la critique impossible, à rendre le scabreux acceptable.

Alain MOUTOT ■

Au rythme de l'ordre

LES CLOCHES DE SILESIE

(Das Unheil),
de Peter Fleischmann

A U village, les cloches rythment les travaux et les jours. C'est leur régularité, que rien ne trouble, qui règle l'ordre de la vie. Mais ces cloches ont une histoire :



Cet ordre imposé sans qu'on le contrôle.

D.R.

l'histoire de l'Allemagne depuis 40 ans. Le pasteur Wawra les avait données à Hitler pour en faire des canons ; mais les pasteurs silésiens avaient été si empressés à répondre à l'appel de leur Führer que toutes les cloches n'avaient pu être fondues — celles du pasteur Wawra avaient été sauvées. La guerre terminée, elles servent de témoins d'une patrie qui est désormais à l'Est, et d'armes de guerre pour les revanchards contre le gouvernement Brandt, dont « la politique à l'Est trahit nos intérêts ». Voilà le fond sur lequel se déroule le film : l'Allemagne d'aujourd'hui, l'Allemagne du Nord où les réfugiés silésiens, si nombreux et organisés, gardent un œil nostalgique sur la ligne bleue de l'Oder-Neisse. Ces anciens nazis qui se confessent avec nostalgie : « Ce qu'il y a, c'est que nous n'avons pas eu de chance. »

Les enfants sont étrangers à cet ordre, à cette revendication belliqueuse d'une patrie qu'ils n'ont pas connue. L'ordre qui les inquiète, qui les déroutent, c'est celui de l'Allemagne d'aujourd'hui et non du grand Reich

d'hier : le bac (l'Abitur) pour lequel il faut s'astreindre à une préparation méthodique, régulière, rythmique — la vie découpée en tranches —, les usines qui assurent « le miracle économique allemand » mais qui empoisonnent la population tout aussi sûrement que naguère la solution finale, ces petits-bourgeois haïssables que la mort de quatre cobayes et de deux canaris dans une oisellerie révolte davantage que le

sort quotidien des éboueurs turcs ou yougoslaves, ces obsédés du retour à la terre natale qui ne voient même pas que les vieillards (silésiens) meurent, dans l'hospice voisin, de l'atmosphère étouffante de la ville. La révolte informulée du jeune Hille Wawra, ses désarrois d'écolier, prennent corps dans le refus de ce temps qui court sans qu'on le maîtrise, de cet ordre imposé sans qu'on le contrôle... Mais l'opposition, jeune, isolée, divisée entre tenants de l'action de masse et terroristes derrière qui se profile l'ombre de Baader, est écrasée sous le nombre des bien-pensants. Que peut-elle faire ?

L'ordre a des milliers de visages dans ce film : son omniprésence est un des traits de l'Allemagne aujourd'hui — et Fleischmann, l'auteur de Scènes de chasse en Bavière, n'en n'est pas à sa première dénonciation. Dans un pays sur lequel plane encore le mot de Goethe, « entre l'injustice et le désordre, je choisis l'injustice », ce n'est pas sans importance, loin de là...

T. M. ■

REGARDS POLITIQUES

Films nouveaux

■ LE PARRAIN, Amér., avec Marlon Brando. Dans « TS » cette semaine.
■ QUE HACER ? Chili, de Saül Landau. Dans « TS », 551.
■ L'ATTENTAT, Fr., d'Yves Boisset. Faire remonter des oubliettes une affaire trop vite oubliée : le film policier au service de la réflexion politique sur l'affaire Ben Barka ? A débattre... (Cf. « TS » n° 550.)

■ LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE, Canadien, de Gilles Carle. Une bonne fille poussée à la révolte, ou comment mettre fin à la grande misère du Québec. (Cf. « TS » n° 550.)
■ LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE, Fr., de Luis Bunuel. Où l'on comprend pourquoi une société « policière » est aussi un monde policier. (Cf. « TS » n° 548.)

■ AUX URNES, CITOYENS, Fr., d'Edouard Bobrowski, avec Guy Mollet et Francis Jacquemont. Magouillage et grenouillage sont-elles les deux seules mamelles de la politique en France ? (Cf. « TS » n° 546.)

■ LA VALLEE, All., de Barbet Schroeder, avec Bulle Ogier, Michael Gothard. Le retour à la nature, paradis artificiel ? Les Occidentaux peuvent-ils le pratiquer autrement qu'en touristes ?

■ THE CANDIDATE - VOTEZ MCKAY, Amér., avec Robert Redford. Comment on « vend » du sénateur en Californie. Evoque un peu la campagne de McGovern.

Films récents

■ LES MALES, Québ., de Gilles Carle. « La Vallée » au Québec : le retour à la nature, oui, mais comment rester 553 jours, sans « affection » féminine ?

■ W. R., LES MYSTERES DE L'ORGANISME, Youg., de Dusan Makavejev. Qu'est-ce qu'une révolution qui ignorerait l'amour ? (Cf. « TS » n° 547.)

■ ORANGE MECANIQUE, Angl. Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

■ FELLINI-ROMA, Ital., de Fellini. La Rome du fascisme, la Rome d'aujourd'hui : est-ce une décadence ?

■ LE CHAGRIN ET LA PITIE, Fr., de Marcel Ophüls. Arthur Conte osera-t-il détruire l'image que se font bien des Français de « leur » Résistance ?

Films anciens

■ LE DICTATEUR, Amér., de Charlie Chaplin. Charlot contre Adolf Hitler : l'espoir contre la mégalomanie du fascisme. (Cf. « TS » n° 549.)

■ LA CLASSE OUVRIERE VA AU PARADIS, Ital., d'Elio Petri, avec Gian-Maria Volonte. Comment la conscience de classe vient aux travailleurs... (Cf. « TS » n° 543.)

■ IL ETAIT UNE FOIS LA REVOLUTION, Ital., de Sergio Leone. A la sauce western, l'épopée historique de la révolution. (Cf. « TS » n° 536.)



Il ne reste pas discret sur les moyens employés.

D.R.

Cinéma RACINE
6, rue de l'École de Médecine
633.43.71

Que hacer?
(QUE FAIRE?)
v.o.

La CFDT et l'autogestion

Il y a deux façons d'enterrer l'autogestion. En prétendant qu'il s'agit d'un gadget réformiste ou en en parlant comme d'une perspective lointaine et vague sans oser entrer dans le détail de ce que pourrait être un socialisme autogestionnaire. Le numéro de Syndicalisme édité par la CFDT ne tombe pas dans ce piège. En 13 questions et réponses il tente de façon pédagogique d'aller plus loin sur une perspective qui fait aujourd'hui couler beaucoup d'encre. Même si les réponses données par la CFDT restent encore sur de nombreux points problématiques...

Q UE de grands enfants, à vrai dire, parmi les révolutionnaires ! et de grands enfants qui tiennent à leur dada ; à qui il faut la République démocratique et sociale sans doute, mais avec un empereur ou un dictateur, ce qui est tout un, pour la gouverner. » C'est ce que disait Joseph Déjacque, un anarchiste il y a cent ans (1). C'est aussi l'éternelle question du mouvement ouvrier, toujours esquivée : L'auto-gouvernement, l'auto-développement, l'autogestion par les travailleurs.

Cette espérance projetée, dit Edmond Maire « l'idéal d'une société banissant l'exploitation du travail humain, la domination et l'aliénation ». Il introduit ainsi le numéro spécial du « Syndicalisme Magazine » de novembre consacré à l'autogestion.

Désamorcer les critiques

Tant que l'autogestion restait une expérience, formulée par le Congrès de la CFDT en 1970, nombreux étaient ceux qui la qualifiaient d'utopie. Les critiques venaient d'ailleurs aussi bien de la gauche traditionnelle que de l'extrême-gauche léniniste. Le numéro de « Syndicalisme » vise à désamorcer ces critiques et essaie de répondre aux questions nombreuses que pose une perspective autogestionnaire, tant sur la conduite des luttes actuelles que sur la nature du socialisme à construire.

Et d'abord comment la CFDT définit-elle l'autogestion ?

« C'est, répond-elle, le fait pour les travailleurs de s'administrer eux-mêmes, de se diriger eux-mêmes ; c'est donc, à l'inverse de ce qui se passe en système capitaliste, la négation des travailleurs en tant que force de travail au service du capital. Dans l'autogestion, ils ne seront plus des « machines vivantes » mais les maîtres de leur travail : « Ils éliront les responsables de l'entreprise, décideront de l'organisation du travail, détermineront la politique de l'entreprise en matière de fabrication, de répartition des investissements, de rémunérations. »

Pour la CFDT, l'autogestion c'est donc surtout le pouvoir des travailleurs sur leur travail et leur vie. C'est là une aspiration permanente du mouvement ouvrier que les pays de l'Est ne peuvent reconnaître, que la CGT considère comme irréaliste et qui donc ne peut se recommander d'aucun modèle, d'aucun système existant, et

encore moins bien sûr des réformettes patronales comme la participation ou l'association capital-travail. C'est ce qui est expliqué clairement dans leurs chapitres 2 et 3 de « Syndicalisme ». La deuxième question fondamentale est la suivante : Que va-t-on gérer ? Que devient la notion de propriété ?

Le pouvoir des travailleurs

L'autogestion suppose l'appropriation collective des moyens de production, l'abolition de la propriété privée. Qu'est-ce que la propriété privée ? se demande la CFDT ? « C'est le pouvoir de gérer l'entreprise, de s'approprier le fruit du travail, d'abuser de l'entreprise (la fermer, la vendre, etc.). Ses détenteurs disposent donc d'une série de pouvoirs qui dépassent de beaucoup leur simple droit de gestion. Il faut donc y substituer le pouvoir des travailleurs. Cela suppose la prise du pouvoir central et sa répartition entre le plan, la région et l'entreprise.

« Les entreprises et services publics ne seront plus considérés comme des biens marchands utilisés pour valoriser un capital mais comme des moyens collectifs de travail. » Telle est pour la CFDT la caractéristique essentielle de la propriété sociale en système autogestionnaire. L'autogestion ne commence donc pas en système capitaliste. Elle ne sera pas non plus un système étatique.

L'autogestion suppose aussi le libre-choix des finalités de la production et de l'organisation de la société. Cela régit tous les aspects de la vie et suppose une harmonie entre intérêts particuliers et intérêt général. L'intérêt général est du ressort d'un plan élaboré démocratiquement à tous les niveaux. « Il s'agit donc d'autogérer la planification et de planifier l'autogestion. » Pourtant dans ce processus, les syndicats garderont leur rôle d'organisation des travailleurs, de contrôle sur les décisions essentielles, est-il affirmé au chapitre 8 de « Syndicalisme ».

Rentabilité ou pas

Dans le système actuel, l'utilité n'est définie qu'en fonction du profit. En système autogéré, l'économie ne fonctionnera plus avec comme seul but l'accumulation d'argent, mais en fonction de l'utilité sociale de la production. Ceci veut dire qu'un stimulant comme la rémunération du travail restera important, mais que le but du travail deviendra plus clair.

La rentabilité sociale d'une entreprise autogérée serait définie non pas en fonction de profit, mais par un dégauchement de surplus.

Son fonctionnement supposera donc la fin de la hiérarchie sociale et du mythe du spécialiste. Il s'agira d'y substituer la créativité des travailleurs et la compétence des ingénieurs et techniciens. Cela veut donc dire un autre système de formation, la fin de la division travail manuel-travail intellectuel, une école ouverte sur la vie et sur la société.

Sur le problème de l'Etat le texte de la CFDT est beaucoup moins précis. Il faut changer dit-elle le pouvoir politique, la fonction de l'Etat (le décentraliser) et définir des objectifs significatifs d'une période de transition. Mais le problème de l'Etat en système socialiste est abordé insuffisamment. Certes la CFDT ne prétend à aucun moment comme voudraient le faire

croire certains, que le socialisme autogestionnaire pourrait « sauter » l'étape de la prise du pouvoir.

Ainsi le chapitre 11 de « Syndicalisme » affirme-t-il : « L'autogestion est inséparable de la propriété sociale des moyens de production et d'échange. Comme il n'y a aucune chance que les propriétaires capitalistes en fassent cadeau d'eux-mêmes aux travailleurs, cela exige que ceux-ci s'emparent du pouvoir d'Etat. »

Mais l'Etat reste essentiellement défini comme un pouvoir qu'il suffirait de contrôler, et de décentraliser. C'est passer rapidement sur la nature de l'Etat actuel et sur la destruction nécessaire des fonctions qui sont directement liées à une domination de classe.

Dès lors, le texte de la CFDT reste fort timide quand il tente d'indiquer comment pourrait « s'établir le pouvoir des travailleurs sur les fonctions traditionnelles de l'Etat ». La refonte de l'armée et de la police porte davantage sur les limitations de leurs excès que sur leur nature de corps spécialisés. Le paragraphe sur l'éducation reste très indicatif. Celui sur la politique étrangère se borne à critiquer « les allures d'un jeu diplomatique lointain et incompréhensible. »

Bref, il y a semble-t-il assimilation dans le texte de la CFDT entre le terme de pouvoir central et le terme d'Etat. Il s'agit là d'une insuffisance qui est apparue sans doute également aux rédacteurs du texte, puisque ceux-ci précisent qu'il s'agit là « de quelques pistes de réflexion qui demandent à être discutées et étudiées ».

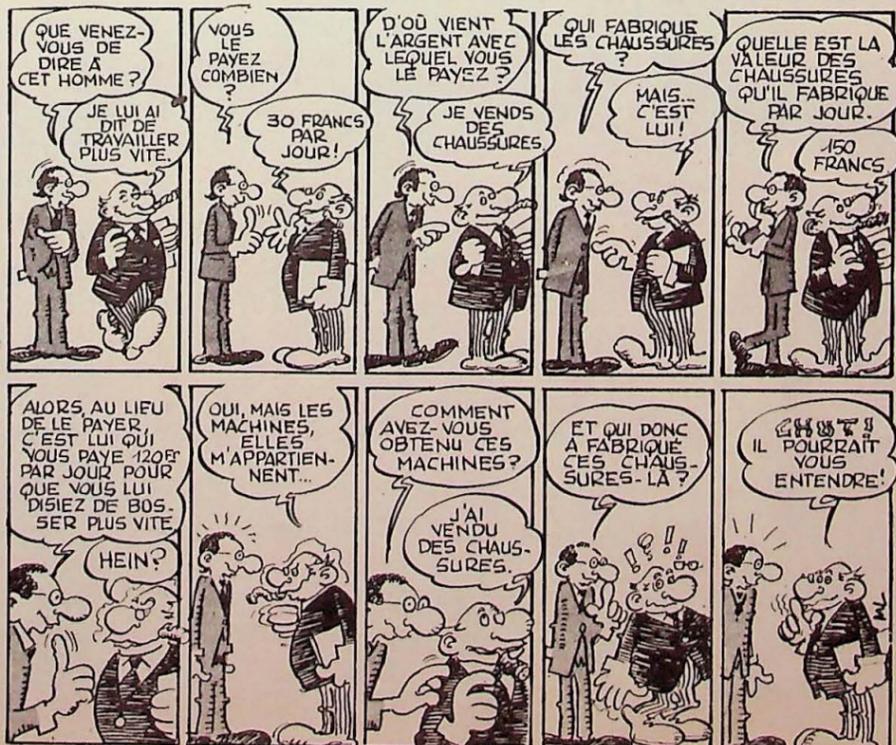
Perspectives importantes

Autre problème sur lequel le numéro de « Syndicalisme » peut poser question : celui de l'analyse du mode de production capitaliste : Celui-ci ne se résume pas comme semble l'indiquer le texte à une série de pouvoirs liés à la propriété privée des moyens de production. Car derrière cette expression juridique existe la réalité matérielle du mode de production capitaliste analysée par Marx comme le règne de la marchandise. Or, le risque pourrait être grand si le problème de la destruction du mode de production capitaliste restait insuffisamment posé de limiter la perspective de l'autogestion à la seule transformation des rapports sociaux.

Sur ce point, comme sur le précédent, la CFDT en redonnant toute son importance aux concepts de pouvoir et de domination trop souvent assimilés à ceux d'Etat et d'exploitation ouvre des perspectives importantes au mouvement socialiste. Mais elle court constamment le risque inverse en ne précisant pas suffisamment le rôle spécifique de l'exploitation, la nature de classe de l'Etat bourgeois et la logique économique (et pas seulement sociale) du mode de production capitaliste.

Beaucoup de questions comme on le voit. Au moins la CFDT a-t-elle eu le mérite non seulement de les poser mais aussi de le faire dans un langage et une présentation suffisamment simples pour que le débat puisse être celui de l'ensemble des travailleurs et non seulement de quelques initiés.

Yves Pelissier



(1) Joseph Déjacque : A bas les chefs ! Ed. Champ Libre.